

Hongrie

Du royaume de saint Etienne à la nation hongroise

L'Histoire de la Hongrie est millénaire. Elle se confond pour une large part avec celle d'un peuple, les Magyars, et avec celle d'un espace géographique, le bassin des Carpates. Conquis dès les origines du royaume hongrois, ce territoire est devenu le symbole de l'unité politique réalisée sous l'autorité de saint Etienne – roi légendaire, tôt canonisé – et de ses successeurs. Forte de son ancienneté, la couronne de Hongrie a inscrit dans le temps une Histoire glorieuse et originale. Une fois leur pouvoir établi et incontesté, les premiers souverains se sont efforcés de bâtir un royaume dont la stabilité, sinon la richesse, était comparable à celle des Etats d'Europe occidentale. Les institutions s'épanouissent et se pérennisent ainsi, à l'imitation de ce qui survient dans les autres grandes monarchies de la chrétienté médiévale. La Hongrie ne se réduit pas cependant à un simple reflet des monarchies voisines, et des spécificités s'affirment rapidement. La première est la volonté d'indépendance. Le pays est certes lié au siège pontifical, mais se garde d'être un vassal soumis. Il est souvent en contact et en relation étroite avec l'Empire, mais jamais il n'a été terre impériale. La Hongrie n'est pas en lutte avec Byzance, mais ne renie jamais sa fidélité à Rome. Une autre particularité hongroise réside dans le choix du compromis. Il en est ainsi du compromis de la couronne avec une noblesse qui, se percevant comme l'incarnation de la nation, s'arroge un pouvoir de contrôle de la monarchie, obtient une fonction de représentation et se voit reconnaître le droit à la révolte. C'est au sein de cette noblesse que se forge une théorie politique plaçant sur un même pied les droits du roi, ceux de la couronne perçue comme une personne morale et ceux de cette aristocratie gardienne du trône, conservatoire des traditions, investie de la défense des droits des ordres. Après la disparition, au début du XIV^e siècle, de la seule dynastie « nationale » qui a régné sur la Hongrie, ce fonctionnement « trinitaire » de l'Etat a impliqué de nouveaux compromis entre les souverains, perçus comme des étrangers, et une oligarchie nobiliaire jalouse de ses prérogatives, puis entre le centralisme habsbourgeois et les libertés locales. Cette noblesse a continué, à l'époque contemporaine, de jouer un rôle de premier plan. Habituee à la représentation politique, elle pose, au XIX^e siècle, les bases du parlementarisme. La Hongrie est millénaire, mais les Hongrois ont craint, à plusieurs reprises, de voir leur pays disparaître. Aux confins orientaux de la chrétienté, elle a été le théâtre de nombreux conflits. Dévastée par les Mongols, occupée longtemps par les Turcs, la Hongrie aurait pu succomber, être absorbée, perdre son identité. Elle a su régulièrement se relever, animée par un sentiment national renforcé par les épreuves. A la différence des pays qui se sont forgés une identité nationale au XIX^e siècle et ont pu accéder à l'indépendance sans s'appuyer sur un droit historique, la Hongrie, riche de son passé d'acteur majeur et souvent conquérant au sein de la Mittel Europa, forte d'une classe politique héritière, pour une bonne part, des anciennes diètes, a occupé au XIX^e siècle, avant 1848 et surtout après le compromis de 1867 qui a vu la naissance de la double monarchie austro-hongroise une place dominante dans l'Europe des nationalités, sans mesurer les aspirations des minorités présentes sur son sol. Humiliés par la défaite de 1918, les Hongrois se sont retrouvés au lendemain de la première guerre mondiale face à eux-mêmes, sur un territoire mutilé. Gênés par une Histoire surdimensionnée quand on la rapporte aux réalités d'une entre-deux-guerres qui débute sous de bien mauvais auspices, la Hongrie a souvent réussi – en se tournant vers les heures les plus riches de son passé, et vers celles qui l'avaient vu lutter pour son indépendance et sa liberté – à surmonter le traumatisme de 1918-1920 puis

celui consécutif à la seconde guerre mondiale pour retrouver, après la fin du communisme, sa liberté et sa place dans la nouvelle Europe.

Sommaire :

- Un territoire homogène au cœur de l'Europe danubienne
- Le bassin pannonien, de la Préhistoire à l'irruption des Magyars
- Les six siècles de la Hongrie médiévale (895-1525)
- La Hongrie sous le joug ottoman (1526-1699)
- Le triomphe des Habsbourg (1699-1849)
- De l'humiliation au compromis de 1867
- Le temps de l'Autriche-Hongrie
- De Karolyi à Horthy, révolutions, contre-révolution et régence
- La Hongrie sous domination soviétique
- Vers l'Europe

Un territoire homogène au cœur de l'Europe danubienne

La Hongrie actuelle est enclavée dans l'Europe centrale, dans le bassin formé par le Danube et la Tisza. Elle a des frontières communes avec l'Autriche, la Slovaquie, la Croatie, la Serbie, la Roumanie, l'Ukraine et la Slovaquie. Etendu sur 93 000 kilomètres carré et caractérisé par sa faible altitude, son territoire est formé de quatre ensembles géographiques distincts : la Dorsale hongroise au nord, la Transdanubie à l'ouest, les pays entre Danube et Tisza au centre, enfin, à l'est, la TransTisza. La Hongrie n'occupe pas la totalité du Bassin pannonien, mais elle en est la partie la plus représentative. Elle est naturellement associée à l'image d'une plaine étendue entre les masses montagneuses ou les reliefs plus accidentés des Alpes à l'ouest, des Carpates à l'est, des monts Métallifères slovaques au nord et des hauteurs balkaniques au sud. Le paysage est en réalité plus complexe qu'on ne l'imagine : les plaines sont souvent associées à des zones montagneuses qui demeurent toujours peu élevées, mais n'en sont pas moins accidentées et pittoresques. Le sommet le plus élevé culmine à 1 015 mètres au nord, dans les monts Matra, alors que les monts Bakony, au nord-ouest du lac Balaton, et les monts Pilis, qui dominent l'angle que forme le cours du Danube au nord de Budapest, s'élèvent respectivement à 704 et 757 mètres. Le territoire comprend deux ensembles topographiques clairement distincts : une Hongrie occidentale et septentrionale associant montagnes, collines et bassins, et une Hongrie orientale qui demeure le domaine exclusif de la plaine. Le cours du Danube correspond, au nord, sur cent cinquante kilomètres, entre Bratislava et Ezstergom, à une partie de la frontière avec la Slovaquie. Il s'infléchit ensuite vers le sud et s'écoule sur un peu plus de deux cents kilomètres avant d'atteindre la Serbie. C'est durant ce trajet de direction méridienne, que le grand fleuve sépare la Hongrie des montagnes, des collines et des bassins que l'on trouve à l'ouest, de la grande plaine de l'Alföld qui s'étend à l'est. Le débit du Danube varie beaucoup selon les saisons et, avant la réalisation des travaux d'aménagement effectués au XIXe siècle, les crues printanières submergeaient chaque année deux millions d'hectares. Pays d'Europe centrale, la Hongrie dispose d'un climat continental modéré, intermédiaire entre celui de la plaine italienne du Pô et celui de la plaine valaque traversée par le Danube inférieur en Bulgarie et en Roumanie, entre les Alpes de Transylvanie au nord et la Stara Planina balkanique au sud. L'amplitude thermique est élevée (-3° en janvier et +19° en juillet au nord du pays) et les précipitations sont surtout orageuses et estivales, autant de caractéristiques habituelles des climats continentaux européens. La sécheresse impose le recours à l'irrigation à l'est du pays, dans la région de Debrecen. Les données géomorphologiques et géographiques permettent de distinguer quatre domaines naturels dotés, pour chacun d'entre eux, d'une identité particulière. Le bassin pannonien correspond dans son ensemble à une zone d'effondrement encadrée par les chaînes alpines, carpatiques et dinariques. Cette zone n'est pas uniforme et la couverture sédimentaire formant le fond du bassin a été affectée par d'importants mouvements tectoniques, qui sont à l'origine de structures faillées caractérisées par la surrection de horsts et l'extension de masses de roches éruptives disposées sur des lignes de fracture qui demeurent aujourd'hui clairement identifiées par la présence de sources thermales. Ces blocs soulevés et ces massifs d'origine volcanique forment aujourd'hui la « dorsale hongroise », cette Hongrie au relief accidenté de l'ouest et du nord qui s'étend entre le cours du Danube prolongé par la frontière slovaque d'une part et la grande plaine d'autre part. Isolée à l'est de cette ligne de fracture d'orientation générale sud-ouest - nord-est, le petit massif des monts Mecsek (qui s'élève à 682 mètres au nord de Pecs) constitue une sorte d'avant-poste des chaînons orientés d'est en ouest de la chaîne dinarique dont les premiers contreforts se déploient plus au sud, en Slavonie, entre les cours de la Drave et de la Save. La « dorsale hongroise » traverse tout le pays, sur près de quatre cents kilomètres, dans ses parties occidentale et septentrionale, des collines de Keszthely, à l'extrémité ouest du lac Balaton, jusqu'à la frontière slovaque au nord-est. Elle est formée par les monts Bakony, les massifs de Vertes et de Pilis à l'intérieur du coude que forme le Danube, les monts Börzsöny et Matra qui sont des massifs volcaniques, enfin par les monts de Bükk et de Zempleny. La limite de cette dorsale est marquée au sud-est par un ensemble de failles accompagnées de sources thermales et de pointements éruptifs alors qu'elle se prolonge

au nord dans les monts Métallifères slovaques. Au sud-ouest du coude que forme le Danube quand il prend sa direction nord-sud, la dorsale domine un bassin intérieur centré sur Győr et partagé par le Danube entre Hongrie et Slovaquie. C'est le Kis Alföld, ou la « Petite Plaine », qui s'étend sur moins de cent kilomètres de large jusqu'au delà de Bratislava, la capitale slovaque, là où les Petites Carpates rejoignent presque les pentes les plus orientales des Alpes autrichiennes. La zone des plaines est partagée entre trois ensembles géographiques séparés par les cours respectifs du Danube et de la Tisza. Pour les Hongrois, la Transdanubie est l'ensemble des régions situées au sud et à l'ouest du cours du Danube. Elle comprend donc les monts Bakony et le Kis Alföld que l'on peut également rattacher à la dorsale présentée plus haut. Le Mezoföld s'étend des monts Bakony au Danube et les paysages y ressemblent fortement à ceux du Grand Alföld dont il partage la vocation de plaine céréalière. C'est dans cette partie occidentale du pays, au sud des monts Bakony, qu'est installée la longue cuvette occupée par le lac Balaton qui, étendu sur 600 kilomètres carré, attire régulièrement d'importants flots de touristes et constitue la plus vaste étendue d'eau douce d'Europe. Cœur du pays hongrois, l'ensemble des terres qui s'étendent des rives du Danube à celles de la Tisza et du Koros, son affluent du nord-est, peut être divisé en deux régions. La Haute Hongrie du nord est un pays boisé adossé aux régions septentrionales plus accidentées ; la zone de piedmont qui domine la plaine étendue plus au sud est réputée pour ses vergers et ses vignobles, dont celui de Tokay. Plus au sud, le grand interfluve séparant le Danube de la Tisza était jadis occupé par des dunes mouvantes qui ont été fixées grâce à des boisements artificiels, ce qui a permis ensuite l'exploitation agricole de cette région. Les contrées situées à l'est de la Tisza présentent des paysages monotones dont l'altitude varie de 80 à 182 mètres. C'est le pays de la *puszta*, un mot slave qui signifie le « désert », mais qui désigne en fait une steppe semi-aride, traditionnellement propice à l'élevage extensif, ce qui la distinguait de l'Alföld céréalière. L'irrigation et la modernisation agricole ont aujourd'hui largement transformé cette excroissance occidentale des grandes steppes eurasiatiques d'où surgirent les Magyars, point d'aboutissement naturel des migrations qui conduisirent les cavaliers nomades et guerriers de l'est jusqu'aux confins de l'Europe des sédentaires. La capitale de la Hongrie est Budapest, née en 1873 de la réunion entre Buda, ville résidentielle installée sur une colline de la rive droite du Danube, siège du pouvoir royal depuis la fin des temps médiévaux, Pest, sur l'autre rive du fleuve, étendue sur la plaine, cœur commerçant et administratif de la cité actuelle, et Obuda, très ancienne bourgade, en partie dénaturée par l'urbanisation mise en œuvre durant la période communiste. Outre cette ville de plus de deux millions d'habitants, il n'existe pas de pôle urbain d'envergure en Hongrie. Debrecen qui fut, à l'est du pays, la capitale de la réforme protestante au XVI^e siècle, compte environ 220 000 habitants. On peut ajouter Miskolc, à peine moins peuplée, Szeged, située au point de confluence entre la Tisza et le Mures, et, au sud-ouest, Pecs. Au nord-ouest, Győr est tournée vers la Slovaquie et l'Autriche. Le peuplement de la Hongrie est homogène. 90 % des dix millions d'habitants du pays sont des Magyars, descendants des tribus dites finno-ougriennes fixées dans le bassin du Danube au IX^e siècle. Le reste de la population est divisé entre Tziganes (4 %), Allemands (2.6 %), Slovaques (1 %), Slaves du Sud (2 %) parmi lesquels de nombreux Serbes, issus pour une part des réfugiés fixés en Hongrie au temps de la conquête turque. et regroupés autour de la ville de Szentendre, au nord de Budapest. Enfin, les Roumains comptent pour 0.4 % de la population de la Hongrie. Dans ses frontières actuelles, la Hongrie est le fruit du traité de Trianon, signé en 1920 à l'issue de la première guerre mondiale. Vaincue, elle a perdu à ce moment-là 67 % de son territoire, alors que, mille ans durant, son histoire s'est déroulée sur un espace correspondant à la totalité du bassin des Carpates et à une superficie de 283 000 kilomètres carré, auxquels il faut ajouter la Croatie. Les Magyars ne représentaient en 1914 qu'environ 55 % de la population d'un royaume dont les auteurs de la fin du XIX^e siècle, à l'instar d'Elisée Reclus, vantaient la cohérence géographique. D'importantes minorités, ethniques et linguistiques vivaient donc dans le cadre de la couronne de Hongrie. Les terres perdues ont été attribuées aux vainqueurs du conflit, dont de nouveaux États, dits « successeurs » tels que la Yougoslavie ou la Tchécoslovaquie, la Slovaquie correspondant à l'ancienne Haute-Hongrie. Ces remaniements territoriaux ont été la source d'un profond traumatisme en Hongrie, et ont entretenu un vif sentiment révisionniste à l'égard des traités durant les années vingt et trente du vingtième siècle. Si, aujourd'hui, le nationalisme hongrois n'est pas aussi virulent qu'à la suite de la signature du

traité de Trianon, le souvenir, ou la nostalgie, de la Hongrie historique sont encore bien vivants. Sur la scène internationale, les rapports de la Hongrie avec ses voisins ne sont pas empreints de la même animosité qu'au lendemain du premier conflit mondial, mais demeurent affectés par cette meurtrissure géographique et historique. La situation géopolitique de la Hongrie correspond à un cas de figure original. Le bassin danubien où s'est développé l'Etat hongrois occupe en effet une position centrale qui lui donnait vocation – à condition que pût s'y développer dans la durée un Etat suffisamment puissant – à dominer les périphéries voisines formées par le plateau bohémien, la chaîne carpatique, le littoral adriatique et le nord des Balkans où le couloir Morava-Vardar ouvrait la route de Salonique. La défaite subie à Mohacs face aux Ottomans en a décidé autrement et c'est l'Autriche, moteur de la reconquête à l'époque des victoires du prince Eugène et du duc Charles de Lorraine, qui deviendra le centre politique majeur de la région. Une Autriche qui, écartée d'Allemagne par la concurrence bavaroise et la montée en puissance de la Prusse, se trouvera, une fois dissipé le rêve impérial traditionnel, en situation de n'être qu'une région périphérique germanique d'un vaste ensemble territorial au sein duquel l'élément magyar constituait la majorité de la population, en même temps que la Hongrie bénéficiait d'une position centrale qui, à terme, eût pu transformer l'Autriche-Hongrie du compromis de 1867 en une « Hongrie-Autriche » ayant vocation à constituer un ensemble territorial centré sur le bassin pannonien. L'Histoire en a décidé autrement, mais cette perspective permet sans doute de mieux comprendre l'immense déception qu'a représentée pour la Hongrie, naturellement porteuse d'un tel projet, le désastreux traité de Trianon.

Le bassin pannonien, de la Préhistoire à l'irruption des Magyars

Le territoire de l'actuelle Hongrie – où ont été identifiés à Verteszöllös (à 60 kilomètres à l'ouest de Budapest) des restes d'habitations de chasseurs du Paléolithique ancien remontant à 350 000 ans – a également livré, sur les sites de Tata et de Erd, des vestiges contemporains du Paléolithique moyen et de la période interglaciaire Riss-Wurm. La région a été occupée par les hommes de Neandertal puis par les *Homo Sapiens* du Paléolithique supérieur.

Vers 4500 av. J.-C. : Emergence du Néolithique dans le bassin du Moyen-Danube. Apparition d'agriculteurs venus des Balkans, qui y développent le tissage, la poterie, le polissage de la pierre et l'élevage. La grande plaine orientale apparaît comme un avant-poste de l'espace égéo-anatolien qui forme le cadre de la première révolution agricole. A l'inverse, l'ouest de l'actuelle Hongrie connaît une agriculture extensive sur brûlis impliquant de fréquents déplacements des populations. Les hommes de la civilisation du Körös vivent d'agriculture, d'élevage, de pêche et du ramassage des escargots. Ils réalisent par ailleurs de petites poteries anthropomorphes caractéristiques qui figurent des divinités féminines. Outre la civilisation de Körös, la civilisation de la céramique linéaire transdanubienne et celles de la Tisza et de Lengyel correspondent à des phases ultérieures du Néolithique.

Vers 2500-1700 av. J.-C. : Age du cuivre. Travail du cuivre extrait des mines du Moyen-Danube : martelage, puis coulage et moulage. Reproduction de modèles de cavaliers. Cette période est divisée en deux phases, celle de Tiszapolgar et celle de Bodrokeresztur, baptisées du nom de leurs sites éponymes respectifs. A l'ouest du Danube, la civilisation dite « du groupe de Balaton » apparaît comme l'héritière de celle de Lengyel qui a fleuri à la période précédente. La culture de Baden se développe à l'âge du cuivre tardif.

A partir de 1900 av. J.-C. : Débuts de la métallurgie du bronze. Apparaissent également dans la région l'élevage des chevaux. Le Bronze ancien est une période qui voit de nouveaux immigrants s'installer sur le territoire de la future Hongrie et y supplanter les hommes de la culture de Baden (cultures de Nagyrev et de Hatvan).

Environ 2000-1000 av. J.-C. : Les Hongrois se détachent du rameau ougrien, lui-même issu du

groupe des Finno-Ougriens (comme les Finnois, les Estoniens et les Lapons), appartenant à l'ensemble ethnique et linguistique originel des Ouraliens, lesquels vivaient sur le versant oriental de la chaîne de l'Oural. Ils effectuent avant le IV^e siècle de l'ère ancienne leur première migration vers l'ouest, jusqu'en Bachkirie, territoire compris entre l'Oural et la Volga.

XVII^e-XIV^e siècle av. J.-C. : Période du Bronze moyen, marquée par l'essor des cultures de Perjamos Füzesabony et Gyulavarsand dans la région de la Tisza, de celle de Vatya présente plus à l'ouest, de celle dite des « vases incrustés », issue du groupe de Kisapostag qui se développe en Transdanubie. A la fin du Bronze moyen, la période dite « de Koszider » (du nom du site de Dunaujvaros-Koszider) correspond, sur un vaste territoire, à une assez grande homogénéité de la typologie des armes et des objets.

XIII^e-IX^e siècle av. J.-C. : Période du Bronze récent, caractérisée par l'installation du peuple des tumulus, venu des régions plus septentrionales où va se développer, entre le Rhin et les Alpes, la civilisation des « champs d'urnes ». Celle-ci s'étend, à la fin du II^e millénaire, entre les Alpes orientales et la Tisza. Les cultures de Berkesz Demecser et de Gava se développent dans le même temps dans la partie orientale de la Hongrie actuelle.

A partir de 800 av. J.-C. : Age du fer. Un peuple, les Illyriens, s'insurge contre la domination des guerriers de l'âge du bronze. Ceux qui s'installent sur les rives de la Save sont appelés *Pannons* par les auteurs de l'Antiquité. On constate dans le même temps l'apparition de groupes de cavaliers nomades, probablement cimmériens, puis scythes. D'importants vestiges qui peuvent leur être rattachés ont été retrouvés et identifiés dans la Grande plaine (Alföld) ainsi que dans la Petite plaine. Leur maîtrise des techniques équestres et du maniement de l'arc tout en restant en selle en font de redoutables guerriers.

VII^e-III^e siècle av. J.-C. : Des peuples celtes s'installent dans le bassin des Carpates, surtout en Transdanubie. L'historien d'origine gauloise Trogue Pompée évoque cette expansion qui aurait porté les Celtes « conduits par des oiseaux... jusque dans le cœur de l'Illyrie où, se taillant un chemin au milieu des Barbares, ils s'installèrent en Pannonie ». Plus tard, « stimulés par leur succès, ils divisèrent leurs troupes dont une part attaqua la Grèce, l'autre la Macédoine, anéantissant tout par le fer, et la terreur que suscitait leur nom était telle que même les rois protégés par la distance leur achetaient très cher la paix... ». Les vestiges celtes qu'a livrés le bassin du Danube sont très proches de ceux que l'on a découverts dans la Celtique d'Occident : mêmes emblèmes (le sanglier), mêmes types d'armes, mêmes monnaies frappées à l'imitation des Grecs, mêmes forteresses, ces *oppida* caractéristiques que l'on retrouve des Carpates aux monts d'Auvergne, d'Allemagne du sud à la Provence et à la péninsule ibérique, mêmes préoccupations esthétiques mêlant figurations animales et décors stylisés... Le matériel découvert dans la nécropole de Pilismarot (vaisselle de terre cuite, fibules, bijoux de verre, d'ambre et de corail, bracelets de bronze) témoigne de la richesse de la civilisation celtique dans la région à l'époque ancienne de La Tène. Les Celtes y sont rejoints par des peuples nomades d'origine iranienne (Sarmates, Alains), puis, au début de l'ère chrétienne, par d'autres peuples indo-européens, comme les Daces qui se fixent en Transylvanie, et des Germains, des Marcomans et des Quades, installés dans les vallées de la future Slovaquie.

V^e-I^{er} siècle avant J.-C. : Dans les steppes orientales, l'organisation des tribus hongroises nomades est déterminée par leurs activités pastorales et cavalières.

12-8 avant J.-C. : *Bellum pannonicum*, qui voit Tibère puis S. Appuleius confirmer les succès antérieurs de M. Vinicius et M. Agrippa contre les populations établies sur les cours de la Save et de la Drave.

8 après J.-C. : Les populations pannoniennes des Désidiates et des Breuques se dressent contre Rome qui domine l'Illyrie. Cette offensive est brisée par Tibère. Les Pannoniens font finalement leur reddition sur la rivière Bathinus (la Bosna).

14 après J.-C. : Dans le cadre de l'expansion territoriale de Rome, et afin de compléter le limes rhénan par un limes danubien, de nombreuses victoires sont remportées par les troupes d'Auguste puis de Drusus, frère de l'empereur Tibère, sur les Celtes, que les auteurs latins appellent Eravisques ou assimilent à des Illyriens. La conquête donne naissance à la province romaine de Pannonie, aménagée entre celles du Norique, couvrant approximativement le nord-est de l'Autriche actuelle, et de Mésie (nord de la Serbie et de la Bulgarie). Dans ses *Res gestae*, Auguste rapporte qu'il a « soumis à la domination du peuple romain les tribus pannoniennes auxquelles aucune armée romaine ne s'était attaquée avant mon principat et qu'avait vaincues mon beau-fils Tibère Néron, alors légat. Ainsi ai-je repoussé la frontière de l'Illyricum jusqu'à la rive du Danube ». La Pannonie romaine correspond géographiquement à la Transdanubie jusqu'à Vienne (Vindobona) incluse, et au cours de la Save jusqu'à Ljubljana (Emona). Ce fut d'abord un territoire militaire et un légat y commanda trois légions dont le nombre fut réduit à deux au cours du premier siècle après J.-C. La romanisation de la région s'effectua au rythme du déplacement des camps militaires. A partir de la ligne de la Save où était établie Siscia (Sisek) une première avance porta les ouvrages défensifs plus au nord, le long de la Drave, où fut établi Poetovio (Pettau). Quelques troupes étaient déployées le long du Danube où circulait également une flottille fluviale. Les camps militaires furent portés sous Vespasien sur la ligne du Danube, à Vindobona (Vienne) et Carnuntum (Petronell) un peu plus à l'est. C'est à Carnuntum qu'arrivait au fleuve la route par laquelle transitait l'ambre de la Baltique et qui se poursuivait en territoire romain par Scarbantia (Oedenburg), Savaria (Szombathély) et Poetovio.

Vers 105 : Sous Trajan, le maillage administratif et militaire de la province est réorganisé. La Pannonie forme désormais deux provinces séparées par une ligne verticale, Pannonie supérieure à l'ouest, Pannonie inférieure à l'est. La Pannonie supérieure dispose d'une légion basée à Brigetio, en aval de Carnuntum et avant que le Danube n'oriente son cours au sud. La légion de Pannonie inférieure est installée pour sa part à Aquincum, sur le site de l'actuelle Budapest. Il faut alors faire face aux Iazyges qui occupent l'espace étendu entre Tisza et Danube. Une garnison est également établie à Acumincum, au confluent de ces deux fleuves, pour protéger la colonie romaine de Mursa (Eszeg).

Vers 120 : Construction de fortins, de camps militaires, de villes, de *villae*, de thermes, d'un palais réservé aux légats et d'un palais, élevé pour Hadrien, dont les vestiges sont encore visibles à Obuda, sur le site d'Aquincum. Outre les soldats affectés à la défense des frontières, on voit s'installer dans le même temps des colons, des marchands, des artisans et des paysans étrangers. Parmi eux, des Thraces, comme l'était probablement le père de saint Martin, né en 316 à Savaria (le nom romain de Szombathely). La Pannonie romaine connaît une longue prospérité grâce à son agriculture céréalière et aux produits de la céramique et de la métallurgie qui sont exportés par Aquilée jusqu'en Italie.

167 : Marcomans et Quades traversent le Norique et la Pannonie pour pénétrer en Italie du Nord.

180 : Mort de Marc Aurèle à Vindobona. Il a refoulé, au cours des années précédentes, les Barbares qui menaçaient la frontière danubienne. Une province de Marcomanie correspondant à l'actuelle Slovaquie a même été créée pour quelques années au nord du fleuve. On a vu, en 179-180, une armée romaine hiverner à cent trente kilomètres au nord du Danube.

193 : Septime Sévère, le légat de Pannonie supérieure, est proclamé empereur à Carnuntum dont il fera une colonie romaine.

235-284 : Durant la période de crise qui va de la mort d'Alexandre Sévère à l'avènement de Dioclétien et qui est notamment marquée par la séquence dite de « l'anarchie militaire », les « empereurs-soldats », Claude II le Gothique, Aurélien et Probus, sont issus de la région danubienne.

258-260 : Suèves et Sarmates franchissent le cours moyen du Danube.

268 : Claude II le Gothique remporte à Naissus, en Mésie, une grande victoire contre les Goths.

Vers 294 : Malmenée par les invasions du III^e siècle, la Pannonia romaine est réorganisée et recentrée vers le sud sous Dioclétien. Sopianae, l'actuelle Pécs, devient le centre d'une Pannonie installée sur un territoire moins étendu que celui de la province originelle.

Début du IV^e siècle : Diffusion du christianisme en Pannonie. Construction d'églises. Affaiblissement des institutions municipales face aux progrès du pouvoir militaire.

Vers 370 : Derniers travaux de fortification à Aquincum.

395 : Partage de l'Empire romain. La Pannonie romaine est rattachée à l'Empire romain d'Occident et survit tant bien que mal aux coups de boutoir des « Barbares », Marcomans puis Quades, Sarmates et Goths qui précèdent les Huns auxquels la province résiste jusqu'au premier tiers du Ve siècle.

Vers 430 : Le bassin des Carpates passe sous la domination des Huns et sert de base arrière aux raids de pillage d'Attila en direction de l'Orient et de l'Occident, jusqu'aux années suivant la mort du chef barbare survenue en 453. Les Skires, qui sont des alliés des Huns, s'installent entre Danube et Tisza. Leur roi Edika est un prince puissant, mais ils disparaissent dans le dernier tiers du Ve siècle, au cours des guerres livrées aux Ostrogoths.

454 : La bataille de Nedao voit la fin de la puissance hunnique.

Ve-VI^e siècle : La principale puissance régionale est celle des Gépides qui contrôlent la partie orientale du bassin des Carpates avant que les Lombards n'arrivent dans la région.

526 : Les Lombards envahissent la Pannonie où ils battent les Gépides avant de poursuivre leur route vers l'Italie.

Vers 567 : Les Avars, Turco-mongols venus des steppes, intègrent le bassin carpatique dans leur immense empire et vont s'y maintenir pendant près de deux siècles et demi.

Milieu du VIII^e siècle : Les Hongrois quittent la Bachkirie pour se rendre en Lebedie, entre Don et Dniepr, au nord de la mer Noire, région faisant partie du vaste empire turco-mongol des Khazars. A leur contact, les Hongrois s'initient à l'agriculture, même si leur mode de vie reste fondé sur l'élevage nomade. Ils conservent leurs croyances chamaniques.

791-813 : Campagnes militaires de Charlemagne aboutissant à la fondation en Transdanubie de la Marche de Pannonie, intégrée à la Marche-frontière de l'Est (Ostmark) qui doit protéger l'Empire carolingien des invasions en provenance de l'est. La colonisation allemande commence à partir de la Bavière voisine, et la christianisation débute en Transdanubie.

Vers 830 : Les Hongrois se déplacent, au-delà du Don, dans la partie occidentale de l'Empire khazar qui s'étire jusqu'à l'embouchure du Danube.

Milieu du IX^e siècle : La Pannonie carolingienne, rattachée à la part de Louis le Germanique dans le partage de 843, subit des agressions répétées de la part du prince Svatopluk, fondateur de la Grande Moravie, et des Bulgares, d'origine turque mais de langue slave, installés jusqu'au sud de la Grande Plaine et de la Transylvanie. Pour les contenir, les Francs font appel aux Hongrois. Lorsque les cavaliers magyars surgirent en Europe, on les compara immédiatement – comme avant eux les Avars – aux Huns. Les Magyars eux-mêmes se forgèrent ensuite un mythe d'origine qui faisait d'eux des descendants des Huns. Suivant cette légende, telle qu'elle est exposée au XVI^e siècle dans la Chronique de Simon Kézai, les ancêtres des Huns et des Magyars furent des princes « scythes », Hunor et Magor, et Attila figurait dans la généalogie imaginée pour les rois hongrois de la maison d'Arpad. Plus personne ne prétend aujourd'hui que les Magyars

descendraient des Huns, mais certains tentent cependant de rattacher les Huns au même groupe linguistique ougrien que les Magyars. La langue hongroise appartient au rameau ougrien de la famille ouralienne ou « finno-ougrienne » et ses parents les plus proches comme le khanty et le mansi sont parlés en Sibérie occidentale. Il semble que ce soit là que l'on doit situer le plus ancien « berceau » des ancêtres des Magyars. Ceux-ci, à une date qui n'est pas déterminée de façon précise, se séparèrent de leurs cousins des forêts sibériennes et adoptèrent le mode de vie des éleveurs nomades de la steppe. Ils gagnèrent leur premier habitat historique connu entre Volga et Oural, dans la région appelée au Moyen Age *Magna Hungaria*, où aurait subsisté, jusqu'au début du XIIIe siècle, une population magyare demeurée sur place au moment de la migration vers l'Europe centrale, ce qui explique que certains sites archéologiques situés en Bachkirie et datés des VIIIe-IXe siècles ont pu être attribués aux Magyars. C'est sans doute au début du VIIIe siècle que sept tribus magyares quittèrent les rives de la Volga pour s'installer plus à l'ouest dans les steppes d'Ukraine méridionale et du Don, une région que ses nouveaux occupants nommèrent Lébédie, du nom de leur chef Lébédias, du moins si l'on en croit l'empereur byzantin Constantin Porphyrogénète. Les Magyars y étaient alors vassaux des Khazars qui avaient édifié un vaste empire étendu au nord du Caucase et de la mer d'Azov. Avec leur installation en Europe orientale, les Magyars entrent vraiment dans l'Histoire, d'autant que leur culture présente les traces de contacts étroits avec celle des peuples réunis au sein de l'Empire khazar : d'une part les différents groupes turcophones des steppes ukraino-russes – Khazars eux-mêmes, et aussi leurs tributaires bulgares – d'autre part, les Alains, peuple iranophone du Caucase septentrional et des steppes du Don. La légende d'origine hongroise évoquée plus haut rapporte ainsi que Hunor et Magor, chassant le cerf dans les parages de la mer d'Azov, enlevèrent et épousèrent les filles du prince alain Dula. La langue hongroise contient une couche importante d'emprunts – environ deux cent cinquante mots – à un ou plusieurs parlars turcs d'un groupe aujourd'hui presque éteint – il n'est plus représenté que par le tchouvache – probablement bulgare et khazar ; beaucoup de ces emprunts sont des termes relatifs à l'agriculture, ce qui correspondrait à un début de sédentarisation des Magyars sous l'influence de leurs voisins ou dominateurs turcophones eux-mêmes partiellement sédentarisés. Le nom même de « hongrois » sous lequel les Magyars furent d'emblée désignés en Europe semble turc : il ressemble à celui des Onogours ou « Dix Ogours », connus au VIe siècle dans les steppes ukraino-russes. Au Xe siècle, Constantin Porphyrogénète classait d'ailleurs les Magyars parmi les peuples turcs. Il existe également en hongrois une vingtaine de mots courants qui semblent empruntés à la langue iranienne des Alains – l'ancêtre de l'ossète parlé aujourd'hui au Caucase – et révélateurs, comme la légende des filles de Dula, d'une influence alaine sur les Magyars de « Lébédie ». Ces différentes parentés sont confirmées par l'archéologie, notamment par les modèles d'armes apportés ensuite par les Magyars dans le bassin des Carpates, qui se rapprochent de ceux utilisés par les Alains et les autres peuples de l'Empire khazar.

Dans la première moitié du IXe siècle, peut-être dans la période 820-830, les Magyars se déplacèrent de nouveau vers l'ouest. Ils quittèrent la Lébédie, entre Dniepr et Don, pour un territoire que Constantin Porphyrogénète désigne sous le nom d'Atelkouzou, situé vraisemblablement entre Dniepr et Dniestr ; le hongrois *Etelköz* signifiant « entre deux fleuves »... Cette migration doit sans doute être mise en rapport avec les troubles que connaissait alors l'Empire khazar. C'est à ce moment que des tribus turcophones désignées sous le nom de Kabars auraient quitté les Khazars et rejoint les sept tribus magyares au sein desquelles elles jouèrent ensuite un rôle important.

892 : Alliés à Arnulf de Germanie, les Hongrois entrent en Pannonie.

Les six siècles de la Hongrie médiévale (895-1525)

895 (plutôt que 896, date retenue par la tradition) : Les sept tribus hongroises (Megyer, Nyék, Jenő, Tarján, Kér, Keszi et Kürtgyarmat), dirigées chacune par un seigneur, « ur », s'installent entre

895 et 910, dans le bassin des Carpates, en deux vagues successives.

La première serait la conséquence de l'alliance militaire contractée avec les Francs contre les Moraves. Une fois la victoire obtenue, les Hongrois auraient été autorisés à s'installer dans les territoires laissés par les vaincus et à y vivre sous domination franque. Dans un deuxième temps, la soudaine et violente poussée migratoire des Petchénègues, contraint au même moment la masse du peuple hongrois, estimée entre 100 000 et 400 000 personnes, à migrer une nouvelle fois vers l'ouest, franchissant ainsi la chaîne des Carpates. Dès le début de la seconde moitié du IXe siècle, les Magyars de l'Atelkouzou, la steppe ukrainienne occidentale, sont en contact avec le monde centre-européen et balkanique. C'est en 862 qu'ils sont mentionnés pour la première fois dans une source occidentale. Au cours des décennies suivantes, ils offrent leurs services comme alliés ou mercenaires à la principauté slave de Grande Moravie du prince Svatopluk et à l'empire d'Orient pour le compte de qui ils écrasent les Bulgares en 894. C'est donc tout naturellement qu'ils envisagent de s'installer à l'abri des Carpates, dans une région qui ne leur est pas totalement inconnue quand ils se trouvent menacés par l'avance vers l'ouest des Petchénègues, une nouvelle vague d'envahisseurs turcophones, elle-même vaincue en 889 et en 893 par les Khazars et les Turcs oghouz. L'ensemble des tribus hongroises, organisé sur le modèle khazar, reconnaît l'autorité de deux princes, un chef religieux, le *kende*, et un chef militaire, le *gyula*. Ce sont eux, les chefs suprêmes, qui ont guidé et commandé le peuple lors de la conquête du bassin des Carpates. L'Histoire retient leurs noms, Koursan et Arpad, mais la répartition de leurs rôles ne fait pas l'unanimité des historiens. La mort de Koursan, vers 904, et l'abandon de la coutume de dualité princière laisse en lice le seul Arpad, dont la descendance règne sur les Hongrois, puis sur le royaume de Hongrie, jusqu'en 1301.

902 : Disparition de la Pannonie franque. Les Hongrois s'affranchissent de la tutelle qui leur avait été imposée. Ils prennent le pas sur les peuples autochtones, notamment les Moraves qui dominaient encore la Slovaquie. Ils battent la même année les Bavares.

907 : Les Hongrois occupent l'Ostmark qui leur sert de base de départ pour des razzias à l'Ouest. Une prière d'imploration, « Des flèches des Hongrois, libérez-nous Seigneur ! (*Desagittis Hungarorum, libera nos Domine !*) », ô combien révélatrice de la crainte inspirée par les cavaliers hongrois, est dès lors récitée sur les terres de l'Ouest européen qu'ils traversent ou qu'ils menacent.

910 : Les Hongrois battent en Allemagne l'empereur Louis l'Enfant.

Vers 910 : Mort d'Arpad. Sa succession est des plus confuses : aucun de ses cinq fils, ne devient *gyula* ou *kende*, mais, pour autant, la primauté du lignage arpadien ne semble pas avoir été remise en cause par les chefs de tribus.

919 : Raids magyars dévastateurs lancés contre la Lorraine.

924 : Les Hongrois ravagent l'Italie du Nord où ils mettent à sac Pavie, puis ils s'en prennent à la Bourgogne et à la Provence. C'est le tour de la Champagne en 926.

933 : Les Hongrois sont défaits à Merseburg par les troupes d'Henri l'Oiseleur, roi de Germanie.

Vers 940-950 : Missions de conversion envoyées par le clergé byzantin en Transylvanie. Premiers baptêmes chrétiens, dans le rite oriental, de chefs de clans et de tribus hongrois.

Aux alentours de 950 : Un des petits-fils d'Arpad, nommé Fasjz, règne pour quelques années.

954 : Nouveaux raids de pillage hongrois en Lorraine, en Champagne et en Bourgogne.

Vers 955-970 ? : Règne supposé de Taksony, autre membre de la lignée arpadienne. Il aurait mis fin à l'anarchie successorale en imposant la primogéniture, alors qu'auparavant l'ordre successoral en faveur du membre de la famille le plus âgé aurait prévalu.

10 août 955 : Otton le Grand, roi de Germanie et futur empereur germanique, défait les Hongrois au Lechfeld, près d'Augsbourg, mettant ainsi un terme aux incursions hongroises en Occident. Les raids hongrois continuent cependant jusqu'en 970 en Orient.

Vers 970-997 : « Règne » du prince (*dux*) Géza, descendant d'Arpad, qui concentre le pouvoir entre ses mains sur le modèle occidental, notamment ottonien. Il demande à l'empereur germanique des missionnaires, dirigés par le moine Bruno de Saint-Gall puis envoyés par l'évêque Adalbert de Prague, et fonde à la fin de sa vie le tout premier monastère hongrois, Pannonhalma.

996 : Vaïc, fils de Géza, baptisé sous le nom d'Etienne, épouse la fille du duc de Bavière Henri II.

997 : Etienne succède à son père Géza.

998 : Révolte de Koppany, chef d'une tribu hostile à Etienne.

1000 (25 décembre) ou début 1001 : Couronnement royal d'Etienne à Esztergom, avec l'accord du pape Sylvestre II (l'Auvergnat Gerbert d'Aurillac) et de l'empereur germanique Otton III. Etienne fait le choix de se placer sous la tutelle pontificale, afin d'échapper à celle de l'empire d'Occident et à celle de Byzance. Pour marquer son attachement au siège pontifical, le souverain hongrois opte pour le titre de « roi apostolique ».

1001-1038 : Règne d'Etienne. Au cours de son règne, Etienne soumet par la force des chefs tribaux païens qui lui sont aussi hostiles qu'ils sont réfractaires au christianisme. Début de l'évangélisation active du pays, soutenue par une législation imposant la pratique religieuse, et mise en place d'institutions ecclésiastiques. Fondation de l'archevêché d'Esztergom – qui devient par la suite le siège du primat de Hongrie –, et de la basilique royale de Székesfehérvár, plus tard lieu de couronnement traditionnel des rois de Hongrie. La Hongrie accueille par ailleurs nombre de pèlerins se rendant en Terre sainte. Réformes politiques et judiciaires sur le modèle carolingien : cour royale, composée de hauts dignitaires, dont le Palatin, pendant du maire du palais, création d'un maillage administratif organisé autour de *comitats* (comtés). Leur surface est d'environ 3 000 kilomètres carré, autour d'un château royal, et l'administration est confiée à un comte (*ispan* en hongrois) révocable par le roi. La politique extérieure d'Etienne est pacifique, mais résolument indépendante et caractérisée par le refus de s'inféoder à l'empereur germanique, contrairement aux princes de Bohême voisins.

1028 : Etienne vient à bout de la révolte du chef Ajtony. Ce dernier, à la tête de tribus installées en Transylvanie, composées de Hongrois dit « noirs », mêlant magyars et peuples turcs agrégés en tant que soldats auxiliaires, issus de tribus sicules ou pechénègues fixées en Transylvanie, s'appuie sur Byzance. Etienne le ménage avant de le vaincre.

1030 : L'empereur Conrad II attaque la Hongrie, mais essuie une défaite.

1038 : Mort d'Etienne. Son fils Emeric, mort en 1031, n'ayant pu lui succéder, sa disparition ouvre une longue crise dans le pays, marquée par le retour au paganisme de certains chefs et par une montée de la violence. En témoigne le martyre de saint Gérard en 1046, précipité dans le Danube du haut du mont qui porte aujourd'hui son nom, à Buda, le mont Gellert. Toutefois, durant plus de deux siècles et demi, vont se succéder vingt-deux rois issus de la descendance d'Arpad. Cette dynastie va œuvrer à la construction du royaume et de ses institutions, en s'imposant aux chefs locaux et en constituant un large domaine foncier, garantissant d'importantes ressources. Définitivement intégrée à la chrétienté latine, la Hongrie en est le rempart oriental face au monde byzantin, mais, dans un premier temps, la stabilité politique lui fait défaut.

1038-1041 : Règne de Pierre Orseolo, neveu d'Etienne, fils d'une de ses sœurs et du doge de Venise.

1041-1044 : Règne de Samuel Aba, autre neveu d'Etienne, qui dépose son cousin Orseolo.

1044 : Retour sur le trône de Pierre Orseolo, soutenu par l'empereur Henri III.

1046 : Pierre Orseolo est de nouveau détrôné, et cette fois, il est aveuglé. Cette pratique, tirée des préceptes bibliques, est un emprunt aux usages politiques byzantins. Notons que les adversaires des influences romaines et allemandes en Hongrie cherchent à plusieurs reprises des appuis à Byzance.

1046 : Avènement d'André Ier, neveu (au 2e degré) d'Etienne. Descendant de Vazul, un cousin qu'Etienne a exclu de la succession, il a été appelé depuis son exil en Pologne par les grands du royaume.

1046 : Révolte païenne : André en fait exécuter le chef, nommé Vata, mais ne parvient pas à éradiquer le paganisme ancestral, en dépit du réseau ecclésial sur lequel il peut compter.

1055 : Fondation du monastère de Tihany.

1060-1063 : Règne du roi Béla Ier.

1061 : Nouvelle révolte païenne.

1063-1074 : Règne du roi Salomon Ier, marqué par des luttes dynastiques intestines.

1074-1077 : Règne de Géza Ier. Relations tendues avec la papauté et remise en cause de la christianisation du royaume.

1077-1095 : Règne de Ladislas Ier. Phase de consolidation du pouvoir royal et des institutions chrétiennes en Hongrie. Il obtient en outre la canonisation d'Etienne, ce qui renforce le prestige de la dynastie arpadienne. Parallèlement, il durcit la législation religieuse à l'encontre du paganisme. Son travail législatif s'étend aussi à la vie civile.

1095-1116 : Règne de Coloman Ier, dit « le Bibliophile ». Conquête du royaume de Croatie et de la Dalmatie. Par ailleurs, la Hongrie doit à Coloman le rétablissement de relations cordiales avec la papauté. Dans un autre domaine, le roi veille attentivement à ce que les fiefs tombés en déshérence reviennent à la couronne. Afin de surveiller l'action des comtes, il met en place en Transylvanie des gouverneurs qui portent le titre de *voïvodes*.

1102 : Fin de la conquête de la Croatie et de la Dalmatie. Signature d'un accord, le *Pacta Conventa*, entre Coloman et les représentants des douze tribus croates. Cet acte permet au monarque magyar d'être reconnu souverain de la Croatie et de la Dalmatie moyennant le respect des coutumes et des privilèges de la noblesse. Cette alliance est à la base d'une équivoque durable dans les rapports entre Croates et Hongrois. Les Croates considèrent qu'il s'agit d'une union personnelle, et qu'ils peuvent reprendre leur liberté à tout moment ; les Hongrois interprètent quant à eux ce document comme la preuve de l'intégration de la Croatie à la couronne de saint Etienne. Coloman crée deux vice-rois, l'un pour la Croatie et l'autre pour la Dalmatie. Ces *bans* – le mot signifie également « gouverneur » –, sont choisis parmi les membres de la famille royale hongroise. Toutefois, par respect de la spécificité croate, les souverains magyars maintiennent jusqu'en 1235 un cérémonial spécial pour ceindre cette nouvelle couronne.

1104 : Coloman s'engage à respecter la liberté des élections épiscopales et renonce à son droit d'investiture.

1116-1131 : Règne d'Etienne II. Lutte armée contre Venise qui menace la Dalmatie.

1131-1141 : Règne de Béla II l'Aveugle. La Hongrie contient par les armes les attaques des

Byzantins.

1141-1162 : Règne de Géza II.

1162-1172 : Règne d'Etienne III.

1172-1196 : Règne de Béla III, caractérisé par la reprise de l'expansion hongroise, en direction de la Bosnie et de la Serbie notamment, ainsi qu'en Galicie et par une diplomatie active. La Hongrie entretient aussi d'étroites relations avec l'Occident, notamment avec la France : le roi épouse Anne de Châtillon puis Marguerite de France, fille de Louis VII. Il invite des architectes français en Hongrie, ainsi que des moines cisterciens, tandis que de nombreux clercs hongrois partent étudier dans les écoles parisiennes. Il reçoit Richard Cœur-de-Lion et Frédéric Barberousse à leur passage pour la Troisième croisade (1189). Pour autant, il entretient aussi de bons rapports avec Byzance où il a été élevé. Son règne est également marqué par un essor culturel et par la naissance, dans les années quatre-vingt du XIIe siècle, d'une véritable chancellerie royale, organisée sur le modèle capétien. Le pouvoir royal ne s'affaiblit pas sous son règne, mais le domaine royal est légèrement réduit, du fait d'importantes donations foncières qu'il consent à l'aristocratie. La couronne n'exerce aucun droit de suzeraineté sur les terres concédées, mais exige un service en armes de la part de la noblesse.

Vers 1190-1195 : Rédaction du *Codex Pray*, qui contient le plus ancien texte entièrement écrit en langue hongroise.

1196-1204 : Règne d'Emeric, contesté par des membres de sa famille.

1204-1205 : Règne de Ladislas III.

1205-1235 : Règne d'André II. Ses libéralités et ses dépenses entraînent un émiettement du domaine royal qui couvrait jusqu'alors 70 % des terres hongroises, et un affaiblissement du pouvoir central.

1217-1218 : André II prend part à la Cinquième croisade.

1222 : Tout en reprenant une politique de conquête, le roi André II est contraint de céder face aux pressions des nobles et des barons, de plus en plus autonomes à la tête d'immenses domaines. Par la Bulle d'or, charte royale qui évoque, selon certains historiens, la *Magna Carta* anglaise, il accorde aux nobles le droit de se faire représenter par une assemblée régulière, la Diète, et leur reconnaît des privilèges juridiques et fiscaux. L'aristocratie jouit également du *jus resistendi*, en d'autres termes le droit de prendre les armes contre le roi, si celui-ci ne respecte pas les privilèges énoncés par la bulle.

1224 : André II accorde aux colons allemands installés en Transylvanie des privilèges étendus, par une charte désignée sous le nom d'*Andreanum*.

1235-1270 : Règne de Bela IV. Dans une même cérémonie, il se fait couronner roi de Hongrie et de Croatie, signifiant ainsi l'absorption de la Croatie qui d'alliée, devient sujette de la couronne de saint Etienne.

1241- début 1242 : les Tatars, menaçants depuis leur unification par Gengis Khan au début du siècle, déferlent sur la Hongrie, qu'ils dévastent en deux vagues successives, faisant des milliers de victimes (peut-être un tiers des habitants), avant de repartir brusquement. Le roi Béla IV, battu à Muhi en 1241 et réfugié en Croatie, entreprend de fortifier le pays. Il est considéré comme le second fondateur du pays, devenu un champ de ruines. Pour assurer la sécurité de la Hongrie, il est contraint de poursuivre les donations foncières en faveur des puissants, afin qu'ils édifient des forteresses sur leurs terres. Pour donner une nouvelle dynamique démographique et commerciale au pays, il encourage fortement l'installation de colons étrangers, allemands, mais aussi roumains,

slovaques, ruthènes. Béla IV favorise aussi le développement des villes, qu'il munit de remparts. C'est dans ce cadre qu'il fonde la ville de Buda vers 1244. Il encourage aussi les ordres mendiants à s'installer dans le pays.

1267 : Les représentants des *comitats* – ainsi appelle-t-on les entités administratives qui composent le territoire hongrois – sont admis à la Diète.

1270-1272 : Règne d'Etienne V. Ce prince était en lutte contre son père avant d'accéder au trône. Son règne inaugure une phase de perte d'autorité pour le pouvoir royal.

1272-1290 : Règne de Ladislas IV, dit « le Couman », du fait des origines de sa mère. Les Coumans, guerriers turco-kiptchaks, païens et nomades, ont été installés dans le Nord-Est du pays par Béla IV et constituent une force militaire considérable. Le roi est très attaché au peuple de sa mère, et les grands de Hongrie lui reprochent de partager leur mode de vie propice à la débauche. Son inconduite personnelle nuit à l'autorité du trône, d'autant plus qu'elle provoque des tensions avec Rome et entraîne son excommunication. Il tente de restaurer les prérogatives royales, mais il se heurte à l'hostilité de l'aristocratie et de l'Eglise, et meurt assassiné.

1290-1301 : Règne d'André III, dans un contexte d'affaiblissement du pouvoir royal et de luttes de factions entre les « barons », membres de la haute noblesse, à la fois grands propriétaires terriens et détenteurs des charges suprêmes. Ils profitent de l'anarchie pour régner en maîtres sur leurs terres, devenues de véritables micro-principautés. Avec la disparition de ce dernier descendant d'Arpad s'ouvre le règne de rois n'appartenant pas à des dynasties nationales. Leur première tâche va être d'asseoir leur légitimité face à une noblesse qui élabore, à la fin du XIVE siècle, une théorie juridique faisant de la couronne une personne morale dont les droits passent avant ceux que peut conférer la primogéniture monarchique.

1301 : Mort d'André III.

1301-1310 : Lutte entre trois prétendants à la couronne de saint Etienne : le Tchèque Venceslas Przemysl, le Bavarois Otton de Wittelsbach et Charles-Robert d'Anjou dit « Carobert », issu de la dynastie des Anjou de Naples, descendant de Charles d'Anjou, frère cadet de saint Louis, et d'une princesse arpadienne. Couronné en 1301, il ne parvient à prendre le pas sur ses rivaux qu'en 1310.

1310-1342 : Charles-Robert d'Anjou s'emploie à la restauration du pouvoir royal et rabaisse les prétentions de la caste nobiliaire tout en préservant les traditions magyares. Il s'attaque, un par un, aux grands seigneurs riches de leurs terres, de leurs clientèles et de leurs propres cours, comme les Csak, les Amadé, les Subic. Il bénéficie de la découverte, au début des années vingt du XIVE siècle, de fabuleux gisements d'or, d'argent et de cuivre. Cette découverte permet la naissance de la première véritable monnaie d'or hongroise, le florin, calquée sur le modèle florentin, et un nouvel essor commercial. La Hongrie bénéficie également de l'éclipse du Saint Empire romain germanique, en retrait sur la scène internationale après la mort de Frédéric II, et du recul de Byzance, repliée sur elle-même depuis la restauration de l'Empire en 1261.

1323 : Visegrad devient le siège du pouvoir royal.

1335 : Alliance conclue à Visegrad entre la Bohême, la Hongrie et la Pologne, doublée d'un accord commercial.

1342-1382 : Règne de Louis Ier d'Anjou dit « Louis le Grand ». Avant tout intéressé par la politique extérieure, il perpétue la tradition d'expansionnisme hongrois abandonnée par ses prédécesseurs immédiats. Après avoir repris en main l'ensemble croato-dalmate, convoité une fois de plus par Venise, il constitue un glacis défensif autour de la Hongrie par le contrôle de la Moldavie et de la Valachie à l'est, par celui de la Bosnie et de la Serbie au sud-ouest, tout en visant la conquête du trône de Naples, aux mains de sa cousine Jeanne. Son règne est également caractérisé par un important essor culturel, par des relations étroites avec les artistes italiens, par la

construction du palais de Visegrad et par d'importantes fondations religieuses.

1349 : La grande épidémie de peste noire qui affecte alors l'Occident frappe également la Hongrie.

1351 : Le roi Louis reconnaît l'inaliénabilité des biens de la petite noblesse, qui est désormais admise aux assemblées des comitats, les diétines, et à la Diète, où elle siège aux côtés de la haute aristocratie.

1367 : Fondation de la première université hongroise à Pécs.

1368 : Décision d'expulsion des Juifs qui refusent le baptême catholique, en dépit de l'opposition de Rome à de telles pratiques.

1370 : Création des premières corporations.

1370 : Louis Ier devient roi de Pologne. Il hérite ce trône de son oncle Casimir III.

1378-1381 : Nouvelle guerre contre Venise avec le contrôle de la Dalmatie comme enjeu. Le conflit tourne à l'avantage de la Hongrie, à laquelle Venise s'engage à verser 7000 pièces d'or. A la mort de Louis le Grand, l'histoire semble se répéter car s'ouvre une nouvelle phase d'instabilité et de rivalités dynastiques.

1382-1387 : Règne de Marie d'Anjou, fille aînée de Louis le Grand, mort sans héritier mâle. Le trône de Pologne revient pour sa part à sa sœur cadette Hedwige, épouse de Ladislas Jagellon, issu d'une dynastie lituanienne. Le trône de Hongrie est par ailleurs revendiqué par un Angevin, Charles de Durazzo, dit « Charles le Petit », qui règne depuis peu à Naples. Appelé à ceindre la couronne de saint Etienne par des membres de l'aristocratie, il règne trente-neuf jours avant de périr assassiné. Dans le même temps, et durant cinq années, la reine-mère Elisabeth Kostromanic gouverne au nom de sa fille, mais se trouve prisonnière d'un clan de l'oligarchie nobiliaire. Elle est assassinée à son tour. Marie retrouve le trône, mais en tant que reine-épouse. Il est en effet occupé par son mari Sigismond de Luxembourg, fils de l'empereur Charles IV, roi de Bohême, coopté par l'aristocratie.

1387-1437 : Long règne de Sigismond de Luxembourg. Couronné roi de Hongrie grâce au soutien des grands barons qui cumulent propriétés foncières et hautes charges, comme les Garai ou les Cillei, il est longtemps le prisonnier de l'oligarchie nobiliaire. Dans la deuxième partie de son règne, il parvient toutefois à restaurer le prestige de la fonction royale.

1396 : Les Turcs ottomans du sultan Bajazet l'Eclair progressent dangereusement dans le nord des Balkans. Terrible défaite des Croisés chrétiens à Nicopolis en 1396 où s'illustre Jean-sans-Peur, l'héritier du duché de Bourgogne. La légitimité, toute récente, de Sigismond est ébranlée par ce revers. Une insurrection est menée par Istvan Lackfi, un grand du royaume.

Vers 1396-1400 : Sigismond met en place un dispositif défensif, en fait une ligne fortifiée, dans le Sud du royaume. Il améliore aussi les fortifications du château de Buda où il établit sa cour.

1401 : Les grands du royaume demandent à Sigismond le renvoi de ses conseillers étrangers. L'affrontement tourne à la confusion du roi qui est détrôné et emprisonné. Cet acte permet à l'aristocratie d'affirmer les droits de la couronne de saint Etienne, juridiquement définie comme une personne morale, souverain impersonnel du royaume de Hongrie. Janos Kaniszai, archevêque d'Esztergom, exerce le pouvoir en s'octroyant le titre de chancelier de la Couronne. Couronne qui est proposée au roi de Naples, Ladislas, parent du dernier roi angevin.

1403 : Sigismond est de retour sur le trône, soutenu par le clan Garai. Miklos Garai, Palatin, assume une grande partie du pouvoir.

1405 : Sigismond convoque les délégués des villes. Il accorde un statut d'autonomie aux villes entourées de remparts.

1408 : Fondation de l'ordre du Dragon par Sigismond. Il récompense ainsi des fidèles, grands seigneurs ou nobles de moindre lignage, qui forment une sorte de conseil d'Etat. Progressivement, et avec l'agrément du roi, les membres de l'ordre s'assurent une mainmise sur le gouvernement et prennent le pas sur le reste de l'aristocratie.

1416 : Offensive turque contre la Hongrie.

1420 : Venise s'empare de la Dalmatie.

1428 : Les Turcs mettent le siège devant la forteresse de Galambok, au sud-ouest du lac Balaton. Sigismond ne parvient pas à délivrer la place. Cette défaite marque la fin de l'hégémonie hongroise dans les Balkans.

1428-1433 : Incursions hussites en Hongrie.

1435 : A la Diète, la noblesse multiplie ses doléances pour exiger une plus grande participation à la direction politique du pays.

1437 : Révolte paysanne, conduite par Antal Baray dans l'Est du royaume, en Transylvanie.

1437-1439 : Règne d'Albert de Habsbourg, gendre de Sigismond. Alliance de la noblesse moyenne et du pouvoir royal contre les grands barons.

1439-1444 : Règne de Vladislav Ier Jagellon. Il est appelé sur le trône par une fraction de l'aristocratie, sur fond de menace turque et de divisions internes. Même si la doctrine de la Sainte Couronne se développe et si la noblesse, qui se pense comme l'incarnation de la nation, s'arroge le droit d'élire le roi, en le faisant passer avant le principe successoral, le parti pro-Habsbourg contrôle des régions entières et lutte pour le couronnement de Ladislas V, fils posthume d'Albert. Par ailleurs, la Diète profite de la nouvelle rupture dynastique pour faire reconnaître à la noblesse un contrôle sur le pouvoir législatif.

1442 : Jean Hunyade, voïvode (gouverneur) d'origine roumaine de Transylvanie, bat les Turcs en Valachie et engage ensuite une campagne dans les Balkans. Le prestige militaire qu'il acquiert lui permet de se faire reconnaître le titre de régent du royaume.

1444 : Vladislav prend la tête d'une nouvelle campagne contre les Turcs et meurt lors de la défaite essuyée par ses troupes à Varna.

1444-1457 : Règne de Ladislas V de Habsbourg. Le roi est retenu jusqu'en 1452 par son tuteur, l'empereur Frédéric III qui se verrait bien ceindre la couronne de saint Etienne.

1445 : Jean Vitez, protonotaire à la chancellerie royale de Buda, ami de Jean Hunyade qui lui confie l'éducation de ses fils, est nommé évêque de Nagyvrad-Oradea. Il crée là un cercle humaniste et une riche bibliothèque.

19 octobre 1448 : Défaite de Hunyade devant les Turcs à Kossovo, là où la Serbie a succombé cinquante-neuf ans plus tôt.

1453 : Ladislas V exerce le pouvoir. Lutte entre le parti des Garai-Cillei et la clientèle de Jean Hunyade.

4-22 juillet 1456 : Victoire chrétienne pour la défense de Belgrade (Nanderfhervar en hongrois), trois ans après la chute de Constantinople. Ce succès contribue à la gloire de Jean Hunyade.

11 août 1456 : Mort de Jean Hunyade.

1457 : Triomphe temporaire des adversaires de Hunyade. Son fils aîné Ladislas est exécuté, son fils cadet Mathias est emmené en captivité à Prague.

1458-1490 : Règne brillant de Mathias Ier, dit « Mathias Corvin », fils de Jean Hunyade, élu par la Diète. Pour la première fois depuis un siècle et demi, en d'autres termes depuis la mort du dernier arpadien, la Hongrie se dote d'un roi qui n'est pas issu d'une dynastie étrangère. Il donne le change aux nobles en maintenant leurs privilèges, mais gouverne d'une main de fer.

Son règne est marqué par une tentative de centralisation, avec l'appui de la noblesse moyenne, à partir de laquelle il forme un embryon de corps administratif. Parallèlement, est organisée une armée puissante, surnommée « l'armée noire », dont le recrutement repose pour une bonne part sur le mercenariat. Mathias reprend également la politique expansionniste hongroise en Europe. Face aux Turcs, il remporte des succès partiels, qui garantissent la paix tout au long de son règne. Il établit également une solide frontière militaire en construisant ou en relevant nombre de forteresses couvrant les confins méridionaux du pays, de la Valachie à l'Adriatique. La sécurité des frontières du royaume de Hongrie suscite l'afflux de Serbes fuyant la domination turque, qui se fixent dans le Sud du pays. Aux succès militaires et à l'influence diplomatique de la Hongrie, vient s'ajouter un essor culturel sans précédent, qui se traduit par d'importants travaux dans les palais de Buda et de Visegrad, par l'accueil à la cour d'artistes et d'humanistes italiens, par la création de la riche bibliothèque corvienne, forte de ses 5000 volumes et de son fonds grec considérable. Certains ont pu écrire que Mathias a été le plus grand homme de la Renaissance, à tout le moins, il en a été un souverain de premier plan, et a grandement contribué au rayonnement de la Hongrie et à l'épanouissement des arts. Sous son règne, la Hongrie se hisse au rang de grande puissance de l'Europe centrale, en un temps où l'Empire, aux mains de Frédéric III, ne dispose d'aucune force armée efficace.

1463 : Les Hongrois reprennent Jajce.

1465 : Jean Vitez devient archevêque d'Esztergom. Son neveu, Janus Panonnius, parti étudier en Italie, est l'un des plus grands représentants des lettres européennes de son temps. Sa maîtrise de la poésie néo-latine est hors de pair.

1469-1471 : A l'appel du pape en lutte contre le roi de Bohême hussite Georges de Podebrad, devenu son allié et son beau-père, le roi de Hongrie entreprend la conquête du trône de Bohême, en plusieurs campagnes. Il est couronné, mais ne règne qu'en Moravie, Silésie, Lusace, en vertu de la paix d'Olmütz signée en 1479.

1472 : Disgrâce de Jean Vitez, opposé à la politique de son élève en Bohême.

1473 : Installation de la première imprimerie hongroise à Buda.

1477 : Guerre dans les possessions héréditaires des Habsbourg en Autriche, contre Frédéric III qui refuse de reconnaître le titre de roi de Bohême à Mathias. Salzbourg et Sankt Pölten, évêchés souverains, s'allient à Mathias.

1482-1487 : Nouvelle campagne contre Frédéric III.

1er janvier 1485 : Prise de Vienne par Mathias.

1486 : Réaction nobiliaire face à la puissance du pouvoir royal. La Diète pousse à l'élection d'un palatin, haut personnage censé veiller au respect des libertés nobiliaires.

1490 : Mort de Mathias. Il n'a pas su imposer son fils bâtard, Jean Corvin, sur le trône, malgré l'existence d'un profond courant pro-Hunyade au sein de la noblesse moyenne. C'est une limite majeure de son pouvoir et un démenti partiel à opposer à ceux qui voient en lui le fondateur d'une

monarchie nationale, à l'égal d'un Louis XI. Il n'a pas eu assez de pouvoir pour que son œuvre puisse s'inscrire dans la pérennité dynastique, de la main gauche il est vrai, et dès sa mort, les grands relèvent la tête. L'opposition au règne de Jean Corvin est même exprimée par des fidèles comblés d'honneurs par Mathias, comme Thomas Bakocz, clerc d'humble origine, secrétaire du feu roi, devenu évêque, plus tard élevé au cardinalat et compétiteur de Léon X de Médicis pour la tiare pontificale. Après avoir dû composer avec un roi fort, les grands, qui ne veulent ni de cette monarchie nationale ni d'un rattachement à l'Empire, favorisent l'accès au trône d'un souverain faible, Vladislav II Jagellon, également roi de Bohême, dépourvu de tout prestige et de toute autorité sur les barons, et bientôt privé de la plupart des ressources du trône.

1490-1516 : Règne de Vladislav II. La réalité du pouvoir appartient à Bakocz, à Istavn Bathory, voïvode de Transylvanie, à Jean Szapolyai, son successeur, aux Kiniszi et à d'autres grands du royaume. Le roi, dépourvu de caractère, est incapable de s'opposer à leur emprise sur l'appareil d'Etat. La pression fiscale s'alourdit sur les non-nobles, qu'ils soient paysans libres ou habitants des bourgs, qui jusqu'alors bénéficiaient de libertés accordées par le pouvoir royal. Dans le même temps, l'aristocratie s'emploie à multiplier les privilèges et les exemptions pour elle-même. Faute d'être payée, l'armée noire disparaît, non sans commettre des exactions. Sur la scène internationale, la Hongrie voit son poids économique décroître, tandis que le centre de gravité commercial du continent se déplace vers l'ouest, avec la montée en puissance de l'Espagne.

1505 : Accord entre les Habsbourg et les Jagellons. En cas d'extinction d'une des deux maisons, la succession de Hongrie est garantie à l'autre. A peu de temps de cela, la diétine de Rakos, dominée par la noblesse moyenne, interdit l'élection d'un roi d'extraction étrangère.

1514 : La croisade contre les Turcs ayant tourné en guerre antiseigneuriale, une grande jacquerie se déclenche, dirigée par le chevalier Georges Dózsa. Une violente répression s'ensuit. Le poids de la servitude contribue à la passivité des masses paysannes face au danger ottoman. L'idée que le joug turc serait plus léger que les droits seigneuriaux hongrois se répand même au sein du monde rural.

1514 : Le juriste Istvan Werböczi, futur chancelier, et pour l'heure artisan des décisions légales répressives prises par la Diète à l'encontre des paysans, compose le *Tripartitum*, un code de lois couvrant tous les domaines politiques et sociaux. Ces textes scellent l'unité de la couronne, de la personne du souverain et de la communauté nobiliaire, expression tripartite du pouvoir. La conception suivant laquelle le souverain exerce son pouvoir en accord avec la communauté nobiliaire, incarnation de la nation, est désormais enracinée dans la tradition politique hongroise. Ces textes formalisent également l'état de servilité totale de la paysannerie à qui il est formellement interdit de quitter les propriétaires. Le *Tripartitum* est l'élément qui contribue au blocage de la société hongroise, tandis que se creuse un fossé économique entre une riche noblesse titrée, dont la suprématie se perpétue de génération en génération, et une noblesse ordinaire faite de descendants de guerriers libres ou d'individus élevés au rang de noble du fait de leur bravoure ou des services qu'ils ont pu rendre à l'Eglise ou à la couronne. Ceux-là ne cessent de s'appauvrir, mais ne perdent pas pour autant leur statut, car il n'y a pas de dérogeance, ni leur rôle politique au sein des petites diètes des comitats, ou au sein de la Diète d'Etat, partagée entre la Chambre haute, celle des prélats et des magnats, et la Chambre basse, en grande partie composée par les délégués des comitats. Cette noblesse hongroise, grande ou petite, qui représente environ 8 % de la population, assure le maintien de l'identité hongroise face à un pouvoir royal qui va tenter d'emprunter la voie de la centralisation ou de l'absolutisme au cours des siècles suivants. Arc-boutée sur ses privilèges, elle est aussi un rempart érigé contre la modernisation de l'Etat. Ce texte est, jusqu'en 1848, au cœur des relations entre les Hongrois, et c'est aussi la chartre de référence des rapports avec la maison de Habsbourg, durant les presque quatre siècles de sa présence en Hongrie.

1516-1526 : Règne de Louis II Jagellon. Persistance de l'antagonisme entre les barons et la noblesse moyenne.

1521 : Belgrade tombe aux mains des Turcs qui, depuis 1512, ont repris leur progression dans les Balkans.

1525 : Face aux progrès de la Réforme encouragée par la reine, notamment dans les villes peuplées de colons allemands et aussi au sein d'une fraction de l'aristocratie, la Diète de Hongrie édicte des mesures contre l'hérésie. Elles restent sans grands effets, du fait de la défaite subie à Mohacs l'année suivante. Par la suite, rois de Hongrie et princes de Transylvanie cherchent avant tout à disposer des biens de l'Eglise pour payer des troupes et la lutte contre les réformés est reléguée temporairement au second plan. Passer à la réforme ou la professer est avant tout une forme d'opposition au pouvoir royal.

La Hongrie sous le joug ottoman (1526-1699)

1526 : Les armées du roi Louis II sont sévèrement battues à Mohacs (à l'est de Pécs), le 29 août, par celles du sultan Soliman le Magnifique. Pour autant, cette grave défaite ne marque pas encore le début de l'occupation turque : les armées ottomanes poussent jusqu'à Buda, mais refluent rapidement vers le sud. La catastrophe de Mohacs a d'abord pour conséquence une grave crise successorale. Le roi Louis II est mort sur le champ de bataille et une âpre compétition s'engage entre Ferdinand Ier de Habsbourg – cadet de Charles Quint, roi de Bohême, puis empereur en 1556, qui a épousé Anne, la fille du roi défunt, et est élu roi de Hongrie par la Diète repliée à Presbourg, en décembre 1526 – et Jean Szapolyai, voïvode de Transylvanie, élu roi de Hongrie par une partie de la noblesse dès novembre 1526. Des antagonismes religieux viennent se greffer sur le conflit successoral, car la Réforme protestante est un redoutable élément de division ; il faut y ajouter des tensions « nationales », Ferdinand étant perçu comme un roi allemand, alors que Szapolyai, l'homme du pays, se laisse tenter par l'alliance turque. Une division habilement exploitée par l'ennemi ottoman, qui attise naturellement ces fractures politiques et religieuses, tandis que la Transylvanie affirme son particularisme et aspire à l'autonomie.

1529 : Soliman le Magnifique, qui a poussé ses armées jusque sous les murs de Vienne, accorde sa protection à Szapolyai qui prend Buda.

1532 : En défendant la forteresse de Koszeg, Miklos Jurisich barre la route de Vienne aux Turcs.

1538 : Szapolyai, qui n'a alors pas d'enfants, fait une offre de paix à Ferdinand : en vertu d'un traité secret signé à Varad, il cède ses titres et possessions au Habsbourg moyennant des compensations, notamment matérielles.

1540 : Naissance de Jean-Sigismond Szapolyai, fils de Jean et d'Isabelle Jagellon. Jean se tourne vers la Porte pour que les droits de l'enfant sur la Transylvanie soient assurés. Il meurt peu de temps après et Soliman le Magnifique accorde sa protection à sa veuve et à son fils.

1541 : Après avoir pris les villes de Pécs, Buda, et Esztergom, les Turcs s'installent en Hongrie centrale. Il s'ensuit une partition du pays en trois ensembles :

- une Hongrie ottomane, gouvernée par un pacha siégeant à Buda, divisée en douze circonscriptions, véritable corridor entre les deux autres parties du royaume démembré ;
- à l'ouest, la Hongrie royale, aux mains des Habsbourg, dotée d'une Diète réunie désormais à Presbourg, est le dernier rempart de l'Europe chrétienne contre le Turc ;
- à l'est, la Transylvanie devient peu à peu une principauté à la fois héréditaire et élective, vassale du sultan. De nombreuses guerres et des conflits à répétition l'opposent à la Hongrie royale, avec, pour enjeu, l'autonomie de la province ou des libertés religieuses à défendre, mais les « deux

Hongries », si elles ne s'accordent pas sur la politique à suivre, sont unies par le désir de libérer le territoire national. La Transylvanie reconnaît progressivement, et en dépit de soulèvements, la souveraineté du Habsbourg.

1542 : L'armée impériale échoue à reprendre Buda.

1551 : Abdication de Jean-Sigismond au profit de Ferdinand de Habsbourg.

1556 : Installation d'un système fortifié aux confins de la Hongrie royale.

1556 : Retour de Jean-Sigismond sur le trône, appelé à la fois par Soliman et par la Diète de Transylvanie. Réorganisation du royaume de Hongrie orientale sous la protection du Sultan.

1564-1576 : Règne de Maximilien. La centralisation habsbourgeoise se heurte aux traditions hongroises défendues par les Ordres, c'est-à-dire par les membres de la Diète et les représentants des diétines réunis en assemblée.

1566 : Coup d'arrêt à l'expansion turque en Hongrie royale. Les Ottomans sont bloqués devant la forteresse de Szigetvár à l'ouest de Pécs. Soliman le Magnifique meurt d'une crise cardiaque au cours du siège. La forteresse a été héroïquement défendue, pendant un mois, à un contre quarante, par Miklos Zrinyi, mort au champ d'honneur de la chrétienté et élevé au rang de héros national.

1568 : Traité d'Andrinople qui établit une trêve avec les Turcs et reconnaît la partition en trois de la Hongrie.

1570 : Mort de Jean-Sigismond Szapolyai. Réorganisation du royaume de Hongrie orientale, transformé en principauté de Transylvanie. L'unité du royaume de Hongrie n'est plus remise en question, tous les Hongrois reconnaissant désormais le Habsbourg comme roi.

1571-1586 : Etienne Bathory est prince de Transylvanie. Il est, par ailleurs, élu roi de Pologne en 1576.

1576-1608 : Règne de l'empereur Rodolphe II.

1586-1598 : Règne de Sigismond Bathory, prince de Transylvanie.

1591-1606 : Guerre de Quinze Ans menée par les Habsbourg contre les Turcs. Elle aboutit à la stabilisation du front turc pour un demi-siècle : l'empereur Rodolphe de Habsbourg signe une trêve avec les Ottomans, en vertu de laquelle ceux-ci renoncent à leurs projets de conquête en Hongrie royale et en Transylvanie, tout en conservant la Hongrie centrale.

1595 : L'alliance conclue entre la Transylvanie et les Habsbourg permet aux troupes chrétiennes de remporter une victoire en Valachie.

1596 : Les Turcs s'emparent de la forteresse d'Eger.

1598 : Sigismond Bathory cède la principauté de Transylvanie aux Habsbourg.

1601-1604 : Le général Basta instaure un régime maladroît et brutal en Transylvanie. Son proconsulat tourne à la terreur.

1604-1606 : Guerre d'indépendance de la Transylvanie, menée par Istvan Bocksaï.

23 septembre 1606 : Traité de Vienne. L'autonomie de la Transylvanie est reconnue, ainsi que le titre de prince à Bocksaï.

1606 : Le Palatin de Hongrie est élu parmi quatre grands choisis par le roi.

1606-1608 : Après la mort de Bocksai, Sigismond Rakoczi est élu prince de Transylvanie.

1608 : Rodolphe abdique le trône de Hongrie royale.

1608-1618 : Règne de Mathias II, marqué par les succès de la Contre-Réforme. Ils s'accompagnent de l'essor de l'art baroque en Hongrie royale.

1608-1613 : Gabriel Bathory, prince de Transylvanie.

1613 : Gabriel Bethlen devient prince de Transylvanie. Ce calviniste met en place une politique économique de type mercantile dans sa principauté et un gouvernement centralisé.

1619 : Gabriel Bethlen entre en guerre contre les Habsbourg. Il se donne pour but de renforcer l'autonomie de sa principauté et cherche à faire de la Transylvanie un Etat indépendant. En 1620, il est élu roi de Hongrie. Il renonce à ce titre l'année suivante.

1621 : Conclu entre les Habsbourg et le prince transylvain, le traité de Nicolsbourg confère à Gabriel Bethlen le titre de prince d'Empire et confirme la paix de Vienne de 1606.

1630-1648 : Georges Ier Rackoczi devient prince de Transylvanie.

1631-1632 : Insurrection paysanne en Haute-Hongrie. Dans cette région, au nord du pays, la population agricole est en grande partie constituée de Slovaques.

1635 : Fondation de l'Université de Nagyszombat.

1637-1657 : Règne de l'empereur Ferdinand III.

1644 : Georges Rackoczi conclut une alliance avec la Suède et entre en campagne contre les Habsbourg. S'ensuit la paix de Linz qui garantit la liberté religieuse aux paysans de Transylvanie.

1645-1646 : Miklos Zrinyi, ban de Croatie, général et poète, écrit le Pêril de Sziget, épopée à la gloire de son aïeul du même nom, tombé devant les troupes de Soliman le Magnifique. Il en tire un grand prestige littéraire, auquel vient s'ajouter son rôle militaire qui fait alors de lui le chef de la Hongrie royale en armes au début de la décennie 1660.

1648-1660 : Georges II Rackoczi règne sur la principauté de Transylvanie.

1655 : L'opposition hongroise au pouvoir des Habsbourg se manifeste également à la Diète de Presbourg où les Ordres luttent pour les libertés, au nom des traditions. La résistance au gouvernement est menée par Miklos Zrinyi.

1657-1705 : Règne de Léopold Ier.

1658-1661 : Lutttes autour de la succession de Transylvanie. La principauté est tour à tour tenue par Akos Backsai, François Rhedey et Jean Kemény.

1661-1690 : Michel Ier Apafi, devient prince de Transylvanie et fait appel aux Habsbourg pour redresser la situation face aux Turcs, en mettant au second plan l'autonomie transylvaine.

1er août 1664 : Victoire de Saint-Gothard à l'issue de la campagne menée par Zrinyi et le général impérial Montecuccoli. Toutefois, le traité de paix qui suit, signé à Vasvar, laisse aux Turcs les conquêtes des années précédentes et entérine le *statu quo*. Grande déception des nobles de Hongrie royale qui accusent Vienne de sacrifier leur sécurité aux intérêts impériaux et allemands. Menée par le palatin Wesselenyi, l'aristocratie cherche à conclure une alliance avec Louis XIV contre le Habsbourg qui réussit à faire l'unanimité de la noblesse, catholique comme protestante, contre lui.

1670 : Peter Zrinyi, allié à la conjuration dite « des Malcontents » passe à l'insurrection armée.

1671 : Répression de l'insurrection et de la conjuration. Zrinyi, Frangepan et Nadasdy, qui en sont des figures de premier plan, sont exécutés. François Rackoczi est gracié moyennant une rançon exorbitante.

Vers 1674-1675 : La Contre-Réforme s'accompagne de mesures sévères à l'endroit des protestants. Après la condamnation frappant quarante-deux prédicateurs, naît un mouvement qui prend le nom de *kuruc* (croisés), rassemblant huguenots en fuite et soldats hongrois limogés après avoir été remplacés par des impériaux dans les places fortes de la frontière. Michel Apafi soutient le mouvement. Premières batailles rangées entre les *kuruc* et les forces impériales.

Vers 1676-1680 : Le baron Imre Tököly assure la direction des opérations militaires du soulèvement *kuruc*. Il conquiert toute la Haute-Hongrie. Il bénéficie également du soutien de la Porte et d'appuis supplémentaires grâce à son mariage avec Ilona Zrinyi, veuve de François Rackoczi.

Mai 1677 : Cherchant des soutiens auprès des adversaires de la Maison d'Autriche, les *kuruc* obtiennent de Louis XIV des subsides et 2000 hommes.

1682 : Tököly se voit conférer la dignité de roi de Hongrie par la Porte. Innocent XI le déclare « ennemi de la chrétienté » et blâme les agissements français. Léopold Ier – tenté de faire la paix avec les Turcs et de renouveler les conditions de Vasvar afin de rassembler toutes ses forces contre la France et de reprendre Strasbourg – recentre son effort de guerre à l'est après l'échec du congrès de Francfort, marqué par le refus de Louis XIV de rendre ses conquêtes.

Printemps 1683 : Au motif de secourir Tököly, les Ottomans mettent le siège devant Vienne, vigoureusement défendue par le comte de Stahrenberg. Battus au Kahlenberg le 12 septembre, du fait de l'intervention du souverain polonais Jean Sobieski, les Turcs entament leur reflux.

15 octobre 1685 : Tököly est enlevé par les Turcs. En privant les *kuruc* de leur chef, ils espèrent obtenir de l'empereur de meilleures conditions de paix. Ses hommes s'égayent et nombreux sont ceux qui vont grossir les rangs impériaux.

1686 : Buda, le « bouclier de l'Islam », est reprise par les troupes des Habsbourg, non sans mal. La ville est incendiée, les archives sont brûlées, mais cette nouvelle victoire est célébrée par toute la chrétienté.

12 août 1687 : Seconde bataille de Mohacs. Les Turcs attaqués par Charles de Lorraine perdent 30 000 hommes, tandis que les troupes chrétiennes avancent en Transylvanie. Après avoir été tenue en échec par la puissance ottomane, la chrétienté démontre son aptitude à repousser ses frontières avec le monde musulman.

1687 : La Diète de Presbourg reconnaît la légitimité du droit héréditaire des Habsbourg à régner sur la Hongrie, en échange de la reconnaissance des libertés de la nation hongroise, notamment le droit d'assemblée qui s'exerce par la Diète, en Chambre haute et Chambre basse, siégeant toujours à Presbourg. Cette reconnaissance, et ce retour en force du principe d'hérédité dans la succession de Hongrie sont dus d'une part au prestige que la dynastie autrichienne a acquis en menant à bien la reconquête, d'autre part à un désir de stabilité de la part de la noblesse hongroise. Par ailleurs, des pouvoirs civils et militaires sont reconnus au palatin, élu par la Diète, auquel est adjoint un conseil de Lieutenance exprimant la volonté du Habsbourg. Le principe de tolérance religieuse est également adopté.

Janvier 1688 : Ilona Zrinyi, femme de Tököly, se rend aux Impériaux, après avoir défendu héroïquement pendant trois ans la forteresse de Munkacs.

9 mai 1688 : Traité d'Hermannstadt. La Transylvanie passe sous protectorat autrichien. Le Habsbourg reconnaît, pour la forme, l'autonomie de la province, afin de mieux y asseoir son autorité.

1691 : Promulgation du *Diploma Leopoldinum* : L'empereur Léopold Ier reconnaît l'autonomie de la principauté de Transylvanie au sein du royaume de Hongrie, et sa liberté confessionnelle, tout en établissant que son prince serait le roi de Hongrie (un Habsbourg *ipso facto*)

1697 : Victoire décisive de Zenta (au sud de Szeged, aujourd'hui en Serbie), remportée par les troupes du prince Eugène. Elle aboutit au traité de Karlowitz (1699) par lequel le sultan renonce à la Hongrie et à la Transylvanie, ne conservant que le banat de Temesvár. D'un siècle et demi de présence ottomane, la Hongrie sort exsangue. Elle est en pleine régression démographique et doit accueillir nombre de réfugiés allogènes, serbes ou roumains en grande majorité. Tout est à reconstruire ou presque. Mais depuis lors, Buda manifeste la reconnaissance du royaume de saint Etienne au prince Eugène, ce dont témoigne la statue du célèbre chef de guerre érigée face au château.

Le triomphe des Habsbourg (1699-1849)

Les Habsbourg, qui ont mené à bien la guerre de reconquête, sont en position de force face à la noblesse hongroise. Jusqu'en 1867, l'histoire du pays sera dominée par les relations, souvent houleuses, qui unissent cette dynastie à ses sujets magyars.

Le XVIIIe siècle est d'abord le siècle de la reconstruction du pays, avec la remise en culture des terres abandonnées, le redressement économique et la restauration des échanges. Il s'agit aussi du siècle qui voit, en trois phases successives, l'essor de l'art baroque : baroque primitif ou précoce, en Hongrie royale, où il a déjà pénétré et où il continue à s'épanouir, il devient aussi baroque mûr dans la première moitié du siècle, tandis que se répand, dans la deuxième moitié du XVIIIe, un baroque tardif dans le reste du territoire.

6 mai 1703 : Manifeste lancé depuis Brzezany, en Pologne, par François II Rakoczi. Début de la guerre d'indépendance qui va durer huit ans. Ce descendant de deux princes de Transylvanie (Georges I et II), appelle tous les Hongrois à la révolte, en profitant de la colère que suscite chez les paysans le poids de la fiscalité habsbourgeoise, et du mécontentement de certains nobles, nostalgiques de l'indépendance de la Transylvanie.

1704 : Rakoczi est élu prince de Transylvanie par la Diète provinciale réunie à Gyulafehervar. Louis XIV trouve en lui un précieux allié de revers contre la puissance habsbourgeoise engagée dans la guerre de Succession d'Espagne. Avec l'aide de généraux courageux comme Vak Bottyan, il mène sept ans durant, en Transylvanie et au nord du royaume, une active guérilla contre les troupes impériales.

1705-1711 : Règne de l'empereur Joseph Ier.

1705 : Campagne de Janos Bottyan en Transdanubie.

1705 : La Diète rassemblée à Szecsény élit Rakóczi prince régent de Hongrie.

1707 : La Diète d'Onod proclame la déchéance des Habsbourg.

1708 : Défaite de l'armée de Rakoczi à Trencin.

30 avril 1711 : Signature de la paix de Szatmar. Les partisans de Rakoczi obtiennent l'amnistie, tandis que leur chef préfère s'exiler en France.

1711 : Début du règne de Charles III, empereur du Saint Empire romain germanique, sous le nom de Charles VI.

1722 : Début, à la faveur de la paix, de l'industrialisation en Hongrie. Sandor Karolyi fonde la première manufacture de drap dans le pays. Pal Lanyi fait construire le premier haut-fourneau.

1722-1723 : Charles III de Habsbourg promet que chaque futur roi de Hongrie, à son avènement, prêtera serment de respecter les lois et coutumes hongroises. Lui-même s'engage à réunir la Diète régulièrement, au moins tous les trois ans, et à résider partiellement en Hongrie.

1722-1723 : La Diète hongroise adopte la Pragmatique Sanction permettant la succession en ligne féminine au profit de Marie-Thérèse, fille de Charles III.

1732-1741 : François de Lorraine, époux de Marie-Thérèse, fille de l'empereur, est lieutenant-général pour la Hongrie.

1740-1780 : Règne de Marie-Thérèse de Habsbourg. Il constitue une embellie dans les relations austro-hongroises. Les Hongrois la reconnaissent sans difficulté, elle est élue « roi » de Hongrie et couronnée en 1741, alors que les souverains de l'Europe contestent ses droits et entraînent, jusqu'en 1748, le continent dans la guerre de Succession d'Autriche. Dans ce conflit, la Diète de Hongrie accepte sans rechigner de lever des hommes. Pour sa part, Marie-Thérèse renouvelle les garanties données antérieurement ainsi que les privilèges des nobles, en renonçant par exemple à la mise en place d'un impôt payable par tous. Elle s'emploie à protéger par ailleurs les paysans hongrois contre l'arbitraire seigneurial en matière de redevances et de corvées. Imprégnée de l'esprit des Lumières (*Aufklärung*), elle développe l'enseignement laïc : après la dissolution de la Compagnie de Jésus, elle ordonne la laïcisation de l'Université de Nagyszombat, transférée à Buda puis, peu après, à Pest. Elle met fin à la censure ecclésiastique, ce qui a pour effet de laisser les œuvres des philosophes français pénétrer en Hongrie où leurs écrits sont appréciés par la noblesse libérale et par une haute bourgeoisie qui se pique de culture. Enfin, dans le but de favoriser le repeuplement de la Hongrie qui accuse un certain déficit démographique à la suite de l'occupation turque et des guerres, elle crée un comité d'Etat chargé de faire appel à des colons-paysans. Des Slovaques et d'autres Slaves se fixent en Hongrie, ce qui a pour effet de rendre l'élément magyar minoritaire dans la population du royaume. Les conséquences de cette situation n'apparaîtront que dans le courant du siècle suivant.

1759 : Ouverture de la première mine de charbon à Brennberg.

1765 : Révolte paysanne en Transdanubie, elle est due au montant trop élevé des redevances seigneuriales.

1767 : Lettre patente portant sur l'étendue maximum des tenures serviles et sur le montant maximum des redevances.

1770 : Fondation d'une école des Mines à Selmechanya.

1771 : Fondation de l'évêché grec uniaste de Munkacs.

1777 : L'Université de Nagyszombat, fondée au temps de la Contre-Réforme, est transférée à Pest.

1773 : Interdiction de la Compagnie de Jésus.

1780 : Fondation d'une école d'architecture à Szarvas.

1780-1790 : Règne de Joseph II, fils de Marie-Thérèse. Il marque un nouveau tournant dans les relations entre Habsbourg et Hongrois. Par certains aspects, ce règne prolonge celui de sa mère. En termes de politique sociale notamment : la liberté personnelle accordée aux paysans tenanciers

et la laïcisation accélérée en sont deux exemples. Mais les méthodes sont plus autoritaires. C'est ainsi que de très nombreux couvents et monastères, dont Pannonhalma en 1786, sont fermés et que leurs biens sont confisqués. En outre, ce souverain « éclairé » qui entend faire tout pour le peuple et rien par le peuple, entreprend au nom de principes de gouvernement issus des idées rationalisantes dues aux philosophes, de réduire le particularisme hongrois et agit à l'encontre des traditions, ce qui heurte les populations. Il refuse de se faire couronner en Hongrie et de reconnaître les privilèges séculaires des Ordres et des villes. Par ailleurs, l'allemand est déclaré langue officielle dans toutes les possessions des Habsbourg, ce qui suscite le mécontentement de la majorité de la noblesse hongroise. Du fait de ces oppositions et de résistances locales, les dispositions, pour partie inapplicables édictées par Joseph II, demeurent en grande partie inappliquées.

1781 : Promulgation de l'édit de Tolérance. Libre exercice du culte et droit accordé aux non-catholiques d'exercer des emplois publics.

1782 : Fondation d'une école d'ingénieurs rattachée à l'Université de Pest.

1784 : En vertu d'un décret, les paysans n'accomplissent plus de corvée, mais paient à leurs seigneurs une redevance qui comprend le rachat de ladite corvée.

1785 : Edit portant réorganisation de l'administration en Hongrie : Joseph II annonce la suppression du système des comitats. Le royaume de Hongrie est divisé en dix départements.

De 1785 à 1787 : Premier recensement général de la population hongroise, forte alors de 9,2 millions d'habitants, dont 40 % de Magyars.

1786 : Révolte de paysans roumains en Transylvanie.

1789 : Introduction de l'impôt sur toutes les terres, nobiliaires comme paysannes.

1790 : Au seuil de la mort, Joseph II, dont il est courant de dire qu'il a voulu faire le bonheur de son peuple malgré lui, retire tous ses édits, à l'exception de ceux portant sur la tolérance religieuse et sur l'abolition du servage.

1790-1792 : Règne de Léopold II. Il débute avec l'état de demi-révolte dans lequel se trouve la noblesse moyenne de Hongrie, bousculée dix années durant par le mépris des traditions affiché par Vienne. Elle estime que le « contrat » séculaire entre elle et la monarchie a été rompu par Joseph II. A la Diète, réunie en juin, elle réclame la rédaction d'une constitution garante du particularisme hongrois et la création d'un sénat siégeant en permanence, garantissant les dispositions du droit public local. Elle réclame également le vote de tous les impôts par la diète, la responsabilité du chancelier, l'élection des préfets, la création d'une armée nationale. Cette fronde nobiliaire ne prévoit en revanche aucune mesure favorable à la paysannerie qui entretient, de son côté, une agitation anti-seigneuriale. Face à ce soulèvement, la couronne cherche à s'appuyer sur la bourgeoisie urbaine. Léopold II, en appliquant le principe *divide et impera* consistant à diviser pour mieux régner, s'appuie également sur les Serbes pour entretenir une agitation anti-magyare, tandis que la noblesse hongroise va jusqu'à offrir la couronne de saint Etienne à Charles-Auguste de Saxe-Weimar. Un compromis est trouvé le 21 septembre 1790 : Vienne confirme les privilèges de la Diète de Hongrie qui, de son côté, reconnaît les prérogatives royales et élit pour palatin un fils de Léopold II. Le nouveau *modus vivendi* est ainsi établi au détriment de la paysannerie qui ne bénéficie d'aucun soutien impérial face à la réaction seigneuriale.

1792-1835 : Règne de François II (qui prendra le nom de François Ier quand Napoléon liquidera le Saint Empire romain germanique).

Face à la Révolution française, la noblesse hongroise est divisée entre les modérés qui, autour de Ferenc Széchenyi, veulent conserver les institutions traditionnelles en les aménageant, et

n'approuvent ni l'exécution de Louis XVI ni la Terreur, et les tenants de positions radicales, qui rêvent, avec Ignác Martinovics, d'une Hongrie démocratique sortie de l'orbite habsbourgeoise. Ces derniers adhèrent aux vues de la Convention. Ce règne est également marqué par le renouveau de la langue et de la littérature, ce dont témoigne l'œuvre d'un auteur tel que Bessenyei. Le travail sur la langue est avant tout l'ouvrage de Ferenc Kazinczy qui en réforme la grammaire et pousse à l'enrichissement du vocabulaire. Grâce à son impulsion, le hongrois s'affirme face à l'allemand, langue de l'administration, et face au latin qui est demeuré la langue de la vie politique et des relations internationales. L'enrichissement du hongrois et l'extension du nombre de ses locuteurs contribuent à renforcer l'identité nationale.

1792-1799 : Participation de troupes hongroises aux campagnes menées aux Pays-Bas, en Allemagne du Sud et en Italie contre les armées révolutionnaires.

Mai 1794 : une manifestation est organisée à Pest au cri de : « Ca ira ! » Elle est sévèrement réprimée.

Juillet-août 1794 : Arrestation de Martinovics, Hajnoczy, Laczkovics et Szentmarjay, chefs du mouvement « jacobin » hongrois.

20 mai 1795 : Exécution, au « Pré du sang », des chefs jacobins.

1802 : Fondation du musée national hongrois par Ferenc Széchenyi.

13 octobre 1805 : Les lois sont désormais imprimées en latin et en hongrois.

15 mai 1809 : Napoléon appelle les Hongrois à se révolter contre la domination Habsbourg et leur promet l'indépendance, mais sa proclamation ne rencontre qu'un écho insignifiant. Les troupes hongroises continuent de participer aux campagnes de l'armée impériale habsbourgeoise contre les armées françaises.

1815: Fin des guerres napoléoniennes.

1815-1825 : En dépit de la loyauté des Hongrois, Metternich, nouveau maître du pouvoir à Vienne, entend appliquer à leur pays le même régime qu'aux autres possessions des Habsbourg. Il ne convoque aucune diète jusqu'en 1825, et ne reconnaît à cette date les libertés hongroises qu'en échange de l'assentiment des députés à l'instauration d'un nouvel impôt. Toutefois, l'esprit de réforme est présent dans les diétines de comitat, ainsi que dans les écrits de deux grands aristocrates, Istvan Széchenyi et Miklos Wesselényi.

1818 : Création d'une école supérieure d'Agriculture à Magyarovar.

1823 : Ferenc Kölcsey écrit un poème au lyrisme poignant, L'Hymne national. Mis en musique par le compositeur Ferenc Erkel en 1844, il devient par la suite l'hymne hongrois.

3 novembre 1825 : Fondation de l'académie des Sciences de Hongrie.

1825 : Fondation de l'académie hongroise des Sciences par Istvan Széchenyi, également fondateur de la Bibliothèque nationale qui porte son nom.

1830 : Publication de *Der Hitel* (le Crédit), livre du comte Istvan Széchenyi traitant des progrès économiques. De fait, depuis 1815, la Hongrie connaît les premiers signes de la Révolution industrielle avec l'exploitation des mines, la fondation des premières manufactures, le développement spectaculaire des moyens de transport, grâce à Széchenyi notamment. L'essor se poursuit dans la décennie 1840, au cours de laquelle la Hongrie semble enfin rattraper le retard hérité de l'occupation turque.

Vers 1830 : la Diète de Hongrie voit croître le camp des réformateurs, mais avec, là encore, des

divisions. Les modérés, derrière Istvan Széchenyi, réclament dorénavant l'égalité devant l'impôt et l'abolition du régime seigneurial, tandis que les « radicaux », autour de Lajos Kossuth (1802-1894), avocat et journaliste, veulent l'indépendance, en héritiers des « jacobins ». Pour les contrer, Vienne adopte une stratégie de soutien aux minorités allogènes, croate, slovaque et ruthène et joue des oppositions internes au sein de ces courants.

1831 : Déclenchement de la révolte dite « du choléra » à Szécskerestur.

Décennie 1830 : Une évolution est perceptible dans l'art ; les tendances classiques reprennent le dessus, au détriment de l'inspiration baroque. L'époque apparaît également favorable à l'essor des sciences, notamment dans le domaine des mathématiques, de la botanique et de la médecine.

1832 : Lajos Kossuth crée une feuille d'informations périodique intitulée « Informations diétales ».

1833 : Publication de l'Appendix, ouvrage de géométrie absolue et non euclidienne, dû à Janos Bolyai.

1835-1848 : Règne de Ferdinand V, surnommé « *Gutmütig* », « bénin, ou béni-oui-oui » souverain épileptique, diminué intellectuellement, au nom duquel Metternich gouverne.

1836 : Parution de l'Ode à la Nation de Mihaly Vörösmarty. La puissance de ses poèmes et son œuvre dramatique font de lui le chef de file des nouvelles lettres hongroises.

5 mai 1837 : Arrestation de Kossuth.

6 juin 1839 : Amnistie de Kossuth.

1841 : Kossuth fonde la Gazette de Pest (*Pesti Hirlap*).

1842 : Construction du pont des Chaînes (*Lánchíd*), premier pont reliant Buda à Pest appelé aussi pont Széchenyi, puisque le projet comme le financement lui sont dus. L'ouvrage est l'œuvre de l'ingénieur anglais Adam Clark.

1843 : La loi reconnaît le hongrois comme langue officielle à la place du latin. Cette mesure marque la fin d'un processus qui a vu la langue nationale, épurée et régularisée à la fin du siècle précédent, s'imposer progressivement dans l'enseignement, puis dans l'administration locale.

1844 : La Diète vote son transfert à Pest et adopte le projet de la construction d'un bâtiment spécifique.

22 décembre 1844 : Fondation de la société pour la Création de Fabriques.

19 novembre 1845 : Ferenc Déak est chargé par les groupes d'opposition à la Diète de l'élaboration d'un programme commun.

12 novembre 1846 : Création du parti Conservateur.

1846 : Naissance du réseau ferré hongrois.

1847 : Publication du manifeste de l'opposition qui réclame l'égalité civile, la liquidation des redevances seigneuriales, moyennant indemnisation, l'abolition de l'inaliénabilité des biens seigneuriaux et le droit pour les non-nobles de se faire représenter dans les municipalités. Ces revendications sont le reflet d'une vie politique intense, et d'une évolution des mentalités à la fin de l'ère Metternich. Ce courant est appelé *Vormärz*, « pré-mars » (1848).

1847 : Le médecin Ignacz Semmelweis découvre le vecteur de la fièvre puerpérale.

Novembre 1847 : Dernière Diète rassemblée à Presbourg.

1848-1849 : La révolution nationale.

1ere phase, de mars à octobre 1848 :

Le 15 mars 1848, à la nouvelle des événements survenus en France (chute de Louis-Philippe, proclamation de la République le 24 février), les radicaux, Kossuth en tête, réclament et obtiennent de Ferdinand V – à l'issue de manifestations organisées devant le Musée national autour de Sándor Petőfi qui déclame « Debout, Magyar, la patrie t'appelle ! » – les libertés dites « fondamentales » et une transformation du régime. Mais, après la victoire remportée sur les Piémontais à Custozza et la répression du soulèvement de Prague, Vienne entend revenir sur les concessions accordées quand l'Autriche se trouvait en position de faiblesse. La contre-attaque est tout d'abord indirecte. Elle passe par le biais des Croates qui, vivant sous domination hongroise et fidèles à la Maison d'Autriche, se déclarent hostiles au mouvement révolutionnaire, se proclament indépendants et se donnent pour chef le ban Josip Jelacic. En outre, ils mettent leurs régiments à la disposition de Vienne. Kossuth lève, avec l'aval du nouveau Parlement installé à Pest en juillet, une armée, les Honvéds, chargée de repousser l'agression de Jelacic qui envahit la Hongrie en septembre. Deux jours après le soulèvement de Vienne, une manifestation de radicaux est organisée autour de Sandor Petőfi, jeune poète de 25 ans qui vient de composer le Chant national, et de ses amis qui font parvenir aux autorités un programme en douze points comportant l'ensemble des revendications nationales et libérales hongroises :

- transfert du pouvoir exécutif à un gouvernement responsable devant le parlement ;
- liberté de la presse ;
- remplacement de la Diète, réunie tous les trois ans à Presbourg, par une assemblée nationale siégeant à Pest ;
- égalité devant la loi ;
- liberté des cultes ;
- abolition des exemptions fiscales de la noblesse ;
- suppression des obligations serviles imposées aux paysans ;
- institution du jury dans le processus judiciaire ;
- libération des prisonniers politiques ;
- réunification de la Hongrie et de la Transylvanie ;
- départ des troupes impériales ;
- retour en Hongrie de tous les régiments hongrois.

7 avril 1848 : Formation du cabinet Batthyány, premier gouvernement responsable et autonome. Il rassemble des personnalités diverses comme Déak, Kossuth et Széchenyi.

11 avril 1848 : Disparition de la Diète d'Etat. Elle est remplacée par une Assemblée nationale élue au suffrage censitaire.

30 mai 1848 : La Transylvanie cesse d'être un protectorat autrichien. Elle proclame sa réunification avec le royaume de Hongrie. La sanction royale est accordée à cette décision.

5 juillet 1848 : Première séance de l'Assemblée nationale. Les députés sont essentiellement issus de la noblesse provinciale. Petőfi est battu et les radicaux n'obtiennent qu'un seul siège.

11 juillet 1848 : Kossuth demande à l'Assemblée la constitution d'une armée de 200 000 hommes.

31 août 1848 : Ferdinand V tente de limiter l'autonomie du gouvernement hongrois pour les domaines liés à la guerre et aux finances.

11 septembre 1848 : Les forces croates entrent en Hongrie.

15 septembre 1848 : Constitution du comité de Défense nationale à Pest.

17 septembre 1848 : Ferdinand Ier refuse la composition d'un nouveau ministère Batthyani.

28 septembre 1848 : Le peuple de Pest massacre le général Lamberg, venu prendre la tête des forces impériales stationnées dans la ville.

29 septembre 1848 : Défaite infligée à Jelacic.

2e phase d'octobre 1848 à août 1849 : Guerre d'Indépendance qui oppose d'une part les troupes croates et les troupes autrichiennes de Ferdinand V puis, en décembre 1848, de François-Joseph, nouvel et jeune empereur qui déclare aussitôt vouloir unifier ses Etats, et, d'autre part, les Hongrois dont le gouvernement se replie à Debrecen après la perte de Buda. Le conflit est favorable aux insurgés jusqu'en avril-mai 1849, mais l'intervention de la Russie du tsar Nicolas Ier leur est fatale. Elle aboutit à la capitulation de Világos en août 1849.

2 octobre 1848 : Démission de Batthyani. Le gouvernement est assuré par le comité de Défense nationale.

8 octobre 1848 : Kossuth est nommé président du Comité de défense nationale. L'Assemblée nationale lui confère des pouvoirs étendus.

30 octobre 1848 : Les Hongrois hésitent à porter secours à la révolution viennoise qui a éclaté début octobre. Après ces atermoiements, ils sont battus à Schwechat. Le commandement des forces hongroises est désormais assuré par le général Görgey. Les opérations en Transylvanie sont, quant à elles, assurées par le général polonais Bem.

2 décembre 1848 : Avènement de François-Joseph.

13 décembre 1848 : Windischgrätz, commandant de l'armée impériale, franchit la frontière hongroise.

1er-5 janvier 1849 : Evacuation de Pest et de Buda qui tombe aux mains de l'armée impériale. L'Assemblée nationale trouve refuge à Debrecen.

Mars 1849 : Retournement militaire en faveur des Hongrois. Görgey prend Kassa. Bem remporte également des victoires en Transylvanie.

Début avril 1849 : Victoires hongroises sur tous les fronts, face aux Croates de Jelacic et, à Isaszeg, face aux troupes de Windischgrätz.

14 avril 1849 : Proclamation d'indépendance de la Hongrie et annonce de la déchéance de la Maison d'Autriche. Pour autant, la République n'est pas proclamée, et le trône est déclaré vacant. Kossuth est, quant à lui, élu gouverneur de l'Etat.

23-24 avril 1849 : L'armée hongroise reprend Pest.

26 avril 1849 : François-Joseph sollicite l'intervention du tsar.

1er mai 1849 : Formation d'un nouveau cabinet hongrois, animé par Szemere, avec Görgey à la guerre.

4-21 mai 1849 : L'armée hongroise reprend Buda.

15-18 juin 1849 : Les armées russes franchissent les frontières nord de la Hongrie, tandis que les armées autrichiennes menées par le général Haynau attaquent par la Transdanubie.

Fin juin 1849 : Au fur et à mesure que les défaites se succèdent, le gouvernement se replie à

Szeged, puis à Arad. Görgey est remplacé à la tête des armées par le Polonais Dembinski, ce qui engendre des dissensions dans l'armée, au sein de laquelle Görgey demeure très populaire.

31 juillet 1849 : Bataille de Segesvar. Bem est complètement battu. Mort de Pétöfi, les armes à la main. Il entre, statufié, dans la légende nationale.

6 août 1849 : Anéantissement de l'armée de Transylvanie.

9 août 1849 : Défaite de la principale armée hongroise face aux troupes du général Haynau.

11 août 1849 : Démission de Kossuth. Le général Arthur Görgey instaure une dictature militaire.

13 août 1849 : Capitulation de Vilagos. Görgey rend les armes devant les Russes qui se retirent et laissent l'armée autrichienne mener à bien la répression. Cette reddition fait naître la légende noire de Görgey, alimentée par Kossuth et par la vindicte des milieux indépendantistes émigrés, d'autant plus que l'ancien commandant en chef sauve sa tête.

31 août 1849 : Kossuth émigre en Turquie.

De l'humiliation au compromis de 1867

La répression qui suit la reddition est des plus fermes. Tous les chefs de file de l'indépendance hongroise sont exécutés, et les arrestations sont très nombreuses. La Hongrie est traitée comme un pays conquis, soumis à l'autorité d'un gouverneur militaire, puis à l'autorité du ministre de l'Intérieur Alexandre Bach. On met également en œuvre une politique de germanisation à outrance. Les seuls à ne pas pâtir de la reprise en mains du pays par la force sont les paysans, car l'abolition du régime seigneurial n'est pas remise en cause. Les gros tenanciers deviennent de petits propriétaires et les autres des salariés agricoles. Les minorités, notamment les Slovaques, profitent de l'abaissement de la Hongrie pour renforcer leur propre identité nationale.

Août 1849-juillet 1850 : Le feld-maréchal Haynau instaure un régime de terreur.

5 octobre 1849 : Reddition de la forteresse de Komarom, dernier bastion de l'insurrection.

6 octobre 1849 : Exécution de Lajos Batthyány et de treize généraux de la guerre d'Indépendance. La mémoire nationale les a élevés au rang de martyrs, « les martyrs d'Arad ».

Décembre 1851-juillet 1852 : Kossuth organise aux Etats-Unis une tournée de propagande en faveur de l'indépendance hongroise.

31 décembre 1851 : Publication des « Principes de gouvernement » qui constituent un programme néo-absolutiste. Les comitats sont découpés en arrondissements, la Transylvanie et la Croatie sont administrées de façon distincte.

18 février 1853 : Attentat perpétré par Janos Libényi contre François-Joseph.

2 mars 1853 : Promulgation d'une patente impériale relative aux censives.

5 mai 1859 : Constitution, dans l'émigration, d'un Directoire national hongrois composé de Kossuth, György Klapka et Laszlo Teléki.

Juillet 1859 : Publication du pamphlet *Ein Blick...* écrit par Istvan Széchenyi en dénonciation du régime néo-absolutiste. Après avoir sombré dans la dépression au lendemain de 1848, le « plus grand des Hongrois », soumis à la surveillance policière, séjourne en maison de santé. Il met fin à ses jours en 1860.

11 juillet 1859 : Armistice de Villafranca. François-Joseph, qui craint un soulèvement hongrois, met un terme à la guerre avec le royaume de Piémont et avec la France. Depuis son exil, Kossuth a, en effet, établi un contact avec Napoléon III pour lui proposer une action combinée.

22 août 1859 : Démission du ministre de l'Intérieur Bach.

15 mars 1860 : Manifestation à Pest à l'occasion de l'anniversaire de la révolution de 1848.

Octobre 1860 : Un diplôme impérial rétablit les diètes provinciales, notamment celle de Hongrie qui retrouve ses prérogatives d'avant 1849. Le hongrois est également restauré en tant que langue administrative.

26 février 1861 : Emission d'une patente impériale. Elle est présentée comme un complément au diplôme d'octobre, mais ses dispositions sont tout à fait différentes, voire en contradiction avec le fédéralisme et les droits des Etats historiques restaurés en octobre. La patente, inspirée par les libéraux allemands de l'entourage impérial, introduit de nouveau le centralisme, en lui donnant une inflexion parlementaire. Elle institue des parlements provinciaux qui ne sont autres que les anciennes diètes, un parlement général, commun à toute la monarchie et un parlement restreint qui n'intervient pas dans les affaires hongroises. Le gouvernement n'est responsable devant aucune chambre, et le système électoral est très largement favorable aux aristocrates et aux propriétaires fonciers.

6 avril 1861 : Ouverture du Parlement hongrois. A l'initiative de Ferenc Déak, une pétition critique vis-à-vis du nouveau système institutionnel est adressée à François-Joseph. De surcroît, les Hongrois, qui estiment que les droits et libertés du royaume ne sont pas respectés, annoncent leur refus d'envoyer des députés au Parlement général. En réponse, Vienne décide de dissoudre le parlement hongrois trois mois plus tard. Les Hongrois doivent également faire face à une poussée d'absolutisme qui se traduit par l'interdiction des assemblées départementales.

18 mai 1862 : Kossuth, en exil, publie un projet d'organisation de Confédération danubienne.

16 avril 1865 : Ferenc Déak, chef de file des libéraux modérés, publie un article dans lequel il se déclare favorable au dialogue avec Vienne, en vue de l'établissement d'un compromis politique garantissant l'autonomie de la Hongrie tout en maintenant une administration commune pour les affaires extérieures et les problèmes militaires.

Décembre 1865 : Séance inaugurale au Parlement de Pest.

3 juillet 1866 : Les Autrichiens sont vaincus à Sadowa par les forces prussiennes. La Prusse sort victorieuse de la lutte engagée entre Berlin et Vienne pour savoir qui réalisera à son profit l'unité allemande. La monarchie habsbourgeoise est contrainte de se replier sur l'espace danubien. La défaite subie profite donc aux Hongrois qui réclament et obtiennent l'ouverture de pourparlers avec Vienne. Ils aboutissent à la signature d'un compromis au début de l'année 1867.

18 février 1867 : Signature du Compromis austro-hongrois. Le nom exact du texte est : « loi de 1867 : article XII- concernant les relations communes entre les pays de la couronne de Hongrie et les autres pays sous le règne de Sa Majesté et sur les modalités de leur gestion ». Le texte stipule « l'autonomie législative et l'indépendance gouvernementale de la Hongrie » ainsi que l'assurance de ses « droits publics constitutionnels ». La Transylvanie et la Croatie sont de nouveau rattachées à la couronne de saint Etienne. Ce compromis établit un véritable pacte entre le roi de Hongrie et la nation hongroise. La monarchie habsbourgeoise ne se scinde pas, mais se dédouble. Le centralisme cède la place au dualisme. La titulature du souverain est également modifiée. Désormais empereur d'Autriche et roi de Hongrie, le monarque exerce son pouvoir exécutif en Hongrie par l'intermédiaire d'un gouvernement dirigé par un premier ministre, fonction inaugurée par le comte Gyula Andrassy, nommé par l'empereur, mais responsable devant le Parlement,

lequel vote les lois. Une aide militaire est accordée à l'Autriche, par le biais d'une armée commune sous commandement allemand, mais il existe aussi une armée territoriale hongroise (*Honvéd*). Le financement des affaires communes est aussi assuré. La rivière Leitha sert à délimiter les deux entités de l'ensemble bicéphale, suivant un tracé qui reprend les limites de l'ancien Saint Empire romain germanique. Vienne tient sous sa dépendance les pays de langue allemande rassemblés au sein de la Cisleithanie. Buda, siège du Gouvernement, est placée à la tête de la nouvelle Transleithanie.

La naissance de la monarchie bicéphale facilite, à la faveur de la paix retrouvée, la reprise de l'essor économique du pays. Le signe le plus spectaculaire du développement nouveau en Hongrie est l'accélération de l'urbanisation, qui s'accompagne d'une montée en puissance économique et politique de la bourgeoisie des villes. Buda et Pest, réunies avec Óbuda en 1873, comptent un million d'habitants en 1914, Pest s'imposant comme le symbole de la nouvelle Hongrie et de son dynamisme. En témoigne le métro dont elle est dotée dès 1896, quatre ans avant Paris. Parallèlement à ce développement trépidant, subsiste une agriculture en partie archaïque, tandis que s'affirme l'essor de l'industrie métallurgique. La vie politique est des plus animées, et s'articule autour de questions comme l'indépendance totale par rapport à l'Autriche, souhaitée par une petite minorité qui croît cependant d'année en année et réclame en particulier la dissolution de l'armée commune, de la laïcisation, du mode de scrutin censitaire ou universel. Emerge parallèlement une nouvelle génération littéraire représentée notamment par Móric Jókai. En architecture éclôt un art romantique éclectique et historicisant empruntant ses éléments à un passé revisité et nécessairement glorieux, au sein duquel il faut distinguer la production de Miklos Ybl, puis, avec un léger décalage par rapport à Vienne, se produit la rupture Sécessionniste et apparaît l'Art Nouveau, illustré notamment par Ödön Lechner, auteur de chefs-d'œuvres d'architecture créative, dont la Poste de Budapest.

Une question non résolue et lancinante mine l'édifice dualiste. Celle du statut des minorités. La Hongrie est un Etat unitaire, mais pluriethnique. Budapest exerce une domination ferme – plus ferme que celle exercée par Vienne sur la Cisleithanie – sur les peuples qui habitent les terres placées dans la mouvance de la couronne de saint Etienne, et ne reconnaît pas les aspirations autonomistes qui se font déjà jour en Croatie et en Transylvanie. Les revendications des Slovaques de Haute-Hongrie ne sont pas davantage entendues. Les Hongrois s'opposent à toute tentative de transformation du dualisme qui pourrait aboutir à la naissance d'un ensemble tripolaire, voire multipolaire sous la couronne des Habsbourg au bénéfice de l'élément slave de la Double-Monarchie, car une telle construction remettrait en cause l'unité du royaume, cohérent historiquement et géographiquement, mais doté d'une population hétérogène.

22 mai 1867 : Depuis son exil, Lajos Kossuth dénonce le compromis dans une lettre dite « Lettre de Cassandre ». Ses prédictions annonçant la ruine de l'édifice austro-hongrois ne se réalisent pas et nuisent même, d'un point de vue électoral, aux radicaux, sans affecter pour autant sa propre légende.

29 mai 1867 : Le Parlement hongrois ratifie le compromis. La mise en place politique du compromis est le fait d'Andrassy, de Déak et d'Eötvös.

8 juin 1867 : François-Joseph et l'impératrice Elisabeth sont couronnés à l'église Notre-Dame de Buda (église Mathias).

2 avril 1868 : Constitution du « Parti de 1848 », dirigé par Jozsef Madarasz.

25 juin 1868 : Compromis hungaro-croate faisant de la Croatie-Dalmatie un royaume autonome au sein du royaume de Hongrie, ayant sa propre diète et un ban (gouverneur) nommé par le roi sur proposition du gouvernement hongrois. Les Croates ont également une représentation, limitée à vingt-neuf députés, au Parlement de Budapest et sont représentés dans le gouvernement hongrois par un ministre sans portefeuille.

5 décembre 1868 : Loi sur l'enseignement primaire.

6 décembre 1868 : « Loi des Nationalités » autorisant l'usage local d'autres langues que le hongrois, qui reste cependant la langue de l'Etat.

Le temps de l'Autriche-Hongrie

14 novembre 1871 : Gyula Andrassy devient ministre des Affaires étrangères de la Double-Monarchie. Le gouvernement de Budapest est dirigé par Menyhert Lonyay.

Fin 1871 : Nombreuses fondations destinées à enraciner la culture et l'art dans un cadre national. Galerie nationale de Peinture, musée des Arts décoratifs, conservatoire national des Arts plastiques.

1er janvier 1873 : Buda, siège de la monarchie, Pest, sur l'autre rive du Danube, et la vieille bourgade d'Obuda sont réunies en une même ville, Budapest, capitale du royaume de Hongrie.

1er mars 1875 : Naissance du parti libéral.

1875-1890 : Quinze années durant, la direction du gouvernement revient à Kalman Tisza, chef de file du parti libéral, qui a conclu une alliance avec les amis de Déak.

1875-1884 : Construction de l'Opéra national.

1876 : Mort de Ferenc Déak, artisan du compromis et chef de file des autonomistes hongrois modérés, famille nationaliste opposée à celle de Kossuth.

Octobre 1878 : A l'issue d'une nouvelle crise balkanique entamée en juillet 1875 avec la révolte de la Bosnie contre la Porte ottomane, précédant la guerre russo-turque (avril-décembre 1877) et du congrès de Berlin qui suit la signature du traité de San Stefano, l'Autriche-Hongrie obtient des puissances le droit d'occuper militairement pour trente ans la Bosnie-Herzégovine, qui demeure sous suzeraineté ottomane. Les Croates souhaiteraient voir les territoires concernés placés sous l'autorité de Zagreb. Vienne et Budapest refusent : l'administration des territoires occupés revient à un gouverneur représentant de l'empereur.

1879 : Dans un contexte de magyarisation, une loi impose six heures par semaine d'apprentissage du hongrois dans toute l'étendue du royaume.

7 octobre 1879 : Conclusion d'une alliance entre la monarchie austro-hongroise et l'Allemagne (Duplice).

16 mai 1880 : Fondation du Parti ouvrier général de Hongrie.

3 mars 1881 : Condamnation de Léo Frankel, chef de file du mouvement ouvrier, pour incitation à la révolte.

1881 : Fondation d'un parti national roumain, réclamant l'autonomie de la Transylvanie.

20 mai 1882 : Constitution de la Triple (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie).

1885 : Commencement des travaux de construction du Parlement de Budapest, dans un style néo-gothique, sous l'égide d'Imre Steindl.

13 mars 1890 : Gyula Szapary devient Premier ministre.

7 décembre 1890 : Les structures du Parti ouvrier de Hongrie sont transformées et il prend le nom

de Parti social-démocrate de Hongrie.

17 novembre 1892 : Sandor Wekerle devient Premier ministre. D'origine allemande, ancien ministre des finances, il est le premier homme politique issu de la bourgeoisie à accéder à de hautes fonctions.

1893-1897 : Début de la construction du musée des Arts décoratifs. Les travaux sont confiés à Ödön Lechner qui tente de créer un style architectural proprement hongrois.

2 avril 1894 : Obsèques nationales de Lajos Kossuth, mort à Turin le 20 mars.

13 mai 1894 : Congrès d'unification du parti social-démocrate.

18 juin 1894 : Interdiction du parti social-démocrate.

14 janvier 1895 : Constitution d'un nouveau gouvernement dirigé par Dezső Bánffy. Son action est tournée contre les revendications des minorités, contre le mouvement socialiste agraire, contre les sociaux-démocrates et contre le culte de Kossuth.

28 janvier 1895 : Naissance du Parti populaire catholique.

vers 1895-1900 : Naissance d'un mouvement autonomiste slovaque, autour de l'abbé Hlinka.

1896 : Célébration en grande pompe du millénaire hongrois. Inauguration du Parlement et du métropolitain, le premier du continent européen. Il est souterrain et suit le tracé de l'avenue Andrássy. Inauguration du pont François-Joseph, à l'architecture métallique, que l'on pourrait croire étudié par Eiffel ou son cabinet d'architecte (rappelons que la gare de l'Ouest de Budapest est due à ses collaborateurs), mais aux côtés des poutrelles rectilignes, se trouvent des courbes et des contre-courbes, reflet d'une empreinte baroque inconsciemment atavique ?

Cette Hongrie millénaire, fière de son histoire et de la réussite du compromis, compte un peu plus de 15 millions d'habitants, dont un peu plus de 50 % sont des Magyars. Aux côtés de 10 % d'Allemands, cohabitent donc dans le pays d'importantes minorités slovaque, roumaine, serbe, ruthène, etc. Budapest oppose un mépris doublé de refus à l'encontre des revendications des nationalités dites « non historiques », à l'instar d'un Kossuth qui déclarait vers 1840 : « Je ne vois pas de nation croate. » Budapest mise sur l'assimilation. Il faut également noter la présence d'une importante communauté juive, réimplantée à la faveur de l'occupation ottomane. Elle affiche un fort désir d'intégration en se revendiquant de langue maternelle hongroise, et opère, surtout à Budapest, une importante ascension sociale favorisée par une forte croissance économique. Cette communauté représente 23 % des habitants de Budapest en 1910 et, à la faveur de l'assimilation favorisée par la bienveillance des autorités qui voient en elle le moyen de renforcer l'élément hongrois au sein de la population, nombre de ses représentants se hissent à des postes importants voire déterminants, dans l'industrie, le commerce ou l'armée. Budapest, en pleine métamorphose, s'embellit. Pest, à la fois commerçant, bourgeois et industriel, présente une juxtaposition de styles architecturaux oscillant toujours entre tous les « néo » historicisant et l'Art nouveau. Par-delà cette réussite urbaine, la Hongrie demeure un pays rural. L'agriculture reste l'activité prédominante et se modernise, mais le poids des archaïsmes est réel, et la grande propriété, celle qui permet d'investir dans les techniques modernes, reste concentrée dans quelques mains. L'industrialisation se développe à un rythme soutenu, tirée par d'importants travaux d'infrastructure. L'instruction progresse et se traduit par de grandes victoires sur l'analphabétisme. La vie universitaire et la recherche se développent également, tandis que la littérature perpétue la tradition romantique aux côtés d'un certain académisme teinté de réalisme. André Ady, pour sa part, propose un renouveau de la poésie hongroise, dans le cadre d'une « contre-culture » démocratique.

1896-1907 : Nouvelles lois scolaires renforçant la magyarisation des minorités.

8 septembre 1897 : Naissance du Parti socialiste indépendant, autour d'un programme agraire radical, sous la direction d'Istvan Varkonyi.

26 février 1899 : Constitution du gouvernement Kalman Szell.

Mai 1899 : Premier congrès national des syndicats.

1900 : Lancement de la revue radicale *Huszadik Szazad* (Vingtième siècle).

1903 : Istvan Tisza, Premier ministre.

Janvier 1905 : Echec du parti libéral aux élections générales. Fin d'une mainmise vieille de trente ans sur le gouvernement. Triomphe des indépendantistes.

5 février 1905 : Manifestation à Budapest pour soutenir la révolution de Russie.

Janvier 1906 : Poèmes d'Endre Ady (1877-1919). Son œuvre se caractérise par une expression novatrice, des audaces de langage. Aux côtés de ses angoisses existentielles, ses poèmes sont le reflet de celles de la nation hongroise.

25 mars 1906 : Constitution du Parti paysan socialiste indépendant dirigé par Andras Achim.

Avril 1906-janvier 1910 : Dissolution du Parlement. Constitution d'un gouvernement de coalition, conduit par Sandor Wekerle. Pour complaire aux indépendantistes, il mène une politique nationaliste et antidémocratique, car le suffrage universel permettrait l'accès aux urnes des minorités. Sa politique est également anti-sociale.

10 octobre 1907 : Grande manifestation ouvrière.

1908 : Naissance de la revue « *Nyugat* » (Occident) dans laquelle le sociologue Oskar Jaszi développe sa vision du problème des nationalités, auxquelles il préconise de donner l'autonomie culturelle, mais pas l'émancipation politique.

6 octobre 1908 : Profitant de la Révolution jeune-turque de juillet, l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine, réalisant ainsi le plan de partage de l'Empire ottoman dont elle était convenue avec le tsar lors de la crise balkanique de 1877-1878. L'annexion se fait au nom des droits historiques, hérités des temps médiévaux, de la couronne de Hongrie sur ces territoires, alors que la Hongrie de ce début de siècle cherche plutôt à limiter le nombre de Slaves dans le royaume. Par-delà l'habillage justificatif, la mainmise sur les Balkans est devenue un enjeu majeur entre Russie et Double-Monarchie qui, dans la période 1885-1890, avaient tacitement convenu d'y préserver le *statu quo*. Cette annexion donne naissance à une nouvelle crise balkanique et provoque de graves tensions avec Belgrade où s'affirme un fort irrédentisme. Le gouvernement serbe en appelle à la Russie. Le tsar parvient à rallier le jeune royaume à l'acceptation de ce coup de force.

Fin 1908 : Affaire de la trahison d'Agram (nom magyar de Zagreb). Arrestation et jugement de Serbes de Croatie convaincus de complicités avec la « Défense nationale » une association composée de Serbes et de Croates et constituée en réaction à l'annexion autrichienne de la Bosnie-Herzégovine. Cette affaire survient alors que se répand en Croatie une tendance au séparatisme d'avec Budapest.

19 février 1910 : Fondation du Parti national du travail, nouveau nom du parti libéral. Il emporte les élections, mais sa ligne a changé : plus nationaliste, plus réactionnaire qu'à la génération précédente. L'âme en est Istvan Tisza qui lui donne cette inflexion nationale-conservatrice.

23 mai 1912 : Grève générale et manifestation à Budapest contre Tisza. La manifestation tourne à l'affrontement : 6 morts, 182 blessés, 300 arrestations.

10 juin 1913 : Nouveau gouvernement présidé par Istvan Tisza.

14 juin 1913 : Constitution du Parti unifié de l'indépendance et de 1848, présidé par Michel Karolyi, un aristocrate idéaliste et quelque peu lunaire, haï par les membres de sa caste. Il affiche des sympathies républicaines et se déclare favorable à l'indépendance totale de la Hongrie par rapport à Vienne.

6 juin 1914 : Constitution du Parti radical bourgeois national.

28 juin 1914 : Attentat de Sarajevo. Mort de l'archiduc François-Ferdinand, réputé anti-magyar, car marié à une aristocrate tchèque et tenant d'un « dualisme » visant à intégrer les minorités slaves dans une nouvelle organisation de l'empire.

Juillet 1914-novembre 1918 : la Hongrie se trouve engagée dans la guerre contre la Serbie et la Russie avec l'Autriche, puis aux côtés de l'Allemagne. Après avoir tenté de l'éviter, Tisza met tout en œuvre pour qu'elle soit gagnée. Les peuples du royaume de Hongrie répondent dans l'enthousiasme à la mobilisation, puis, par devoir, à l'appel de nouvelles troupes. Budapest fournit 3 800 000 soldats, soit près de 50 % de l'effectif mobilisé par la Double-Monarchie pour la durée totale du conflit. 661 000 y laissent leur vie, 700 000 sont blessés, autant sont prisonniers. Seul point positif : la guerre ne se déroule pas sur le sol hongrois. Outre les offensives armées, la Hongrie souffre aussi des attaques diplomatiques venues des milieux de l'émigration tchèque à travers ses chefs de file Masaryk et Benes, qui parviennent à rallier les alliés, notamment les Français, à la cause d'une Tchécoslovaquie dont la gestation porte en elle la destruction de l'empire des Habsbourg. Un empire que Charles Ier, successeur de François-Joseph tente, en vain, et trop tardivement de transformer. Il aura également tenté de proposer une paix à l'Europe, tout aussi vainement.

Juillet 1914 : La Hongrie s'achemine vers la guerre en dépit des tentatives d'apaisement d'Istvan Tisza. Le Premier ministre finit par se ranger à l'avis du cabinet de Vienne.

28 juillet 1914 : Déclaration de guerre à la Serbie.

1er-4 août 1914 : L'engrenage fatal des alliances et des mobilisations générales précipite dans la guerre toutes les grandes puissances du continent européen.

17 août 1916 : Par le traité de Bucarest, les Alliés garantissent aux Roumains la cession, à la fin du conflit, de la Transylvanie.

Novembre 1916 : Mort de François-Joseph, l'empereur Charles Ier (roi Charles IV en Hongrie) lui succède.

Mars 1917 : L'empereur Charles formule des propositions de paix, par l'entremise des princes Sixte et Charles de Bourbon-Parme, les frères de l'impératrice Zita.

25 novembre 1917 : Manifestation de sympathie pour la révolution russe dans le hall de l'Industrie à Budapest.

De janvier à juin 1918 : Multiplication des manifestations d'hostilité à la guerre, parmi lesquelles deux grèves générales.

16 octobre 1918 : Charles IV annonce la transformation de l'Autriche en un Etat fédératif, sans évoquer toutefois une semblable évolution pour la Hongrie, où les gouvernants se sont systématiquement opposés à toute atteinte à l'intégrité de leur souveraineté sur l'étendue d'un royaume qui ne saurait être scindé. Au parlement de Budapest, Michel Karolyi déclare : « Nous avons perdu la guerre, il s'agit maintenant de ne pas perdre la paix. »

25 octobre 1918 : Constitution d'un Conseil national hongrois, présidé par Michel Karolyi.

De Karolyi à Horthy, révolutions, contre-révolution et régence

La fin de la guerre et la chute de la monarchie signifient la fin de la Hongrie historique. Elles entraînent également le pays sur la voie de deux révolutions. La première, démocratique, menée par le comte Michel Karolyi, qui se délie de ses serments de fidélité à la couronne et proclame la République, fait sans précédent, en dépit de toutes les destitutions de roi et des déchéances subies par la dynastie étrangère des Habsbourg depuis son installation sur le trône. Pour la première fois de l'Histoire du pays, l'esprit de démocratie passe avant le droit traditionnel des ordres et des diètes, avant les droits d'une couronne qui s'est, à de multiples reprises, trouvée vacante. A la fin de cette expérience politique, la Hongrie est à qui veut la prendre, et le pouvoir est saisi par Béla Kun, mandaté par Lénine, dont il semble être la réplique sur une échelle réduite. Il entraîne la Hongrie sur la voie d'une révolution communiste qui sera génératrice de la terreur rouge pendant les 133 jours qui virent le triomphe des soviets locaux. Cette république des Conseils plonge le pays dans le chaos et ses outrances provoquent un sursaut contre-révolutionnaire, traditionaliste, nationaliste et chrétien. Un pouvoir imprégné de l'idéologie royale parvient à s'imposer sans permettre pour autant au roi Charles IV d'occuper le trône. L'amiral Horthy, dernier commandant de la marine impériale, élu régent de Hongrie à vie, est la figure centrale de ce régime qui va s'efforcer de mener à bien la normalisation de la vie politique et le redressement de l'économie.

30-31 octobre 1918 : Révolution bourgeoise à Budapest. Le commandant de la garnison de la capitale remet l'autorité au Conseil national qui, Karolyi en tête, a été porté au pouvoir par une manifestation populaire. Il forme un gouvernement, approuvé par Joseph de Habsbourg, représentant du roi Charles. Jaszi rejoint ce cabinet qui compte aussi des ministres sociaux-démocrates.

31 octobre 1918 : Tisza est assassiné dans sa villa par des soldats.

2 novembre 1918 : Constitution du Conseil national central des ouvriers de Budapest.

3 novembre 1918 : Armistice de Padoue (Villa Giusti) entre la Double-Monarchie et les puissances de l'Entente.

7 novembre 1918 : Rencontre entre Karolyi et Franchet d'Esperey, commandant de l'armée d'Orient. Karolyi affirme son désir de voir maintenue l'intégrité territoriale du royaume de Hongrie, à l'exception de la Croatie, en état de sécession.

13 novembre 1918 : Signature de la convention militaire de Belgrade qui fixe la ligne de démarcation du front sud. Dans le même temps, négociations de Jaszi avec les représentants slovaques qui réclament la Haute-Hongrie, et avec les Roumains qui revendiquent la Transylvanie. Les Etats « successeurs » de la Double-Monarchie ne vont avoir de cesse de repousser ces lignes et de rétrécir par conséquent le territoire d'une Hongrie qui n'a pas été occupée par les troupes alliées.

11 novembre 1918 : Abdication du roi Charles.

16 novembre 1918 : Proclamation de la République de Hongrie.

24 novembre 1918 : Naissance du Parti communiste de Hongrie, avec, à sa tête, Béla Kun.

Novembre-décembre 1918 : Décrets assurant les libertés démocratiques et établissant la journée de 8 heures de travail.

Décembre 1918 : Les puissances de l'Entente autorisent les armées tchécoslovaques et roumaines

à franchir les lignes de démarcation.

Janvier 1919 : Nombreuses occupations d'usines.

11 janvier 1919 : Karolyi est élu président de la République.

16 février 1919 : Loi sur le partage des grandes propriétés terriennes. Elle ordonne le partage des exploitations de plus de 150 hectares moyennant l'indemnisation des propriétaires.

23 février 1919 : Karolyi applique la réforme agraire à ses propres terres de Kalkapolna.

Mars 1919 : Occupation de nombreuses propriétés par des paysans.

20 mars 1919 : Le colonel Vix, chef de la mission militaire de l'Entente, remet à Karolyi une note exigeant un nouveau recul de 100 kilomètres de la ligne de démarcation. Le Premier ministre Berinkey démissionne. De son côté, Karolyi annonce son intention de former un gouvernement social-démocrate. Le lendemain, une proclamation signée de sa main annonce qu'il transmet le pouvoir au prolétariat. Naît ainsi la légende d'un Karolyi remettant le pouvoir à Béla Kun. Il n'aurait pas signé ce document, qui serait donc un faux venant avaliser le coup d'Etat communiste – parti social-démocrate et parti communiste ont par ailleurs fusionné le 20 mars –, mais Karolyi n'apporte pas de démenti immédiat à cette version des faits qui vient enrichir sa légende noire.

21 mars 1919 : Proclamation de la république des Conseils.

25 mars 1919 : Décret sur la constitution de l'Armée rouge. Décret sur l'organisation de tribunaux révolutionnaires.

26 mars 1919 : Nationalisation des entreprises industrielles, des entreprises minières et des banques.

28 mars 1919 : Blocus économique de la Hongrie, décidé par la conférence de paix.

29 mars 1919 : Nationalisation des écoles et de toutes les institutions d'enseignement. Cette succession de mesures contribue à installer l'inflation et la pénurie. Les mécontentements se développent, les opposants sont traqués par une police parallèle dont les hommes de main sont appelés « gars de Lénine ». Leurs victimes seraient de l'ordre de quelques milliers.

13 avril 1919 : Naissance, à Vienne, du comité contre-révolutionnaire présidé par le comte Istvan Bethlen.

Avril-mai 1919 : Les armées roumaines et tchécoslovaques avancent en Hongrie.

Mai-juin 1919 : Succès de la contre-offensive de l'Armée rouge hongroise en Slovaquie.

7 juin 1919 : Note de la Conférence de paix ordonnant l'arrêt des opérations de l'Armée rouge. Dans le camp des vainqueurs, Anglais, Américains et Italiens seraient prêts à entamer des pourparlers avec Kun, mais la France refuse que des conversations soient engagées. Foch propose même une action armée.

16 juin 1919 : Proclamation à Prezov d'une éphémère république slovaque des Conseils.

Juin 1919 : Formation d'un gouvernement contre-révolutionnaire à Szeged.

24 juin 1919 : Soulèvement contre-révolutionnaire à Budapest.

Juillet 1919 : Offensive de l'Armée rouge hongroise contre les troupes roumaines.

24 juillet 1919 : Succès de la contre-attaque roumaine.

1er août 1919 : Démission du Directoire révolutionnaire.

6 août 1919 : Formation d'un nouveau gouvernement présidé par Istvan Friedrich. Son cabinet, et les gouvernements de rencontre qui lui succèdent, sont impuissants et dépourvus d'autorité. La loi est, pour l'heure, celle de l'occupant.

9 août 1919 : L'amiral Miklos Horthy, dernier commandant en chef de la Marine impériale et ministre de la guerre dans le contre-gouvernement de Szeged, soustrait le haut-commandement de l'armée à l'autorité du gouvernement de Budapest.

Mi-novembre 1919 : Les Alliés obtiennent le retrait des forces roumaines.

16 novembre 1919 : Entrée de Miklos Horthy à Budapest qu'il qualifie de « ville pécheresse ». Commence alors une « terreur blanche », pendant de la terreur rouge exercée précédemment par la république des Conseils. Elle s'abat notamment sur les Juifs et les francs-maçons. La poussée d'antisémitisme est due au fait que nombre de dirigeants de la république des Conseils, à commencer par Kun, sont juifs. Parallèlement, formation d'un nouveau gouvernement présidé par Karoly Huszar.

29 décembre 1919 : Exécution d'Otto Korvin et de Jenő Laszlo, deux figures de la Terreur rouge.

1er mars 1920 : Miklos Horthy est élu régent. Ce maître de la Hongrie nouvelle « Arpad des nouveaux temps » comme le surnomme une presse à sa dévotion, est donc pourvu du même titre qu'un Jean Hunyade, et le conserve, tant par respect des traditions monarchiques, que par rejet de la République, entendue dans ses acceptions « bélakuniste » ou « karolyisiste », et dès lors honnie. Il concentre entre ses mains des pouvoirs étendus, sans exercer une mainmise totale et totalitaire sur la société. Son régime, autoritaire, ne signifie pas pour autant la fin de la représentation parlementaire, non plus que celle du pluralisme politique, en dépit de la domination du parti unifié au pouvoir, domination garantie par le caractère public du scrutin dans les provinces. Jugé très conservateur, rétrograde, passéiste même, le régime n'est pas exempt, durant les années Vingt, d'une ouverture relative, même si le mot est banni du vocabulaire officiel. Tonalité voulue par Istvan Bethlen, homme d'Etat de grande envergure de la période. Après quelques cabinets éphémères, il tient les rênes du gouvernement dix ans durant, de 1921 à 1931, et bénéficie du soutien indéfectible de Horthy, qui préfère voir le gouvernement entre ses mains plutôt qu'entre celles de ses soutiens d'extrême-droite dont il tend à se démarquer. La stabilité que connaît la Hongrie durant plus de vingt ans, en une *Mittel Europa* affectée par de nombreuses vicissitudes politiques, est également à porter au crédit du régime Horthy.

Mars 1920-juillet 1920 : Gouvernement dirigé par Sandor Simonyi-Semadam.

1920 : Adoption d'une réforme agraire limitée. 540 000 hectares ont été distribués, mais le nombre de paysans sans terre est encore d'un million et demi, tandis que les grands propriétaires fonciers détiennent la moitié des espaces cultivables.

4 juin 1920 : Signature du traité de Trianon qui ampute la Hongrie des deux tiers de son territoire d'avant 1914 et de la moitié de sa population. Le pays passe de 283 000 à 93 000 kilomètres carré, et de 18 millions à 8 millions d'habitants. La Hongrie est reconnue comme Etat indépendant et souverain, mais le traité formalise la perte de la Voïvodine, de la Transylvanie, de la Haute-Hongrie, de la Croatie, du Burgenland. Trois millions de Magyars vivent désormais en dehors des frontières de la Hongrie. Un million et demi d'entre eux deviennent sujets roumains, un million citoyens d'une Tchécoslovaquie qui compte, au demeurant, plus d'Allemands que de Slovaques, un demi-million vit désormais sous le sceptre des Karageorgévitch au sein du nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Le traité, vécu comme une humiliation sans précédent, alimente plus que le simple ressentiment, un révisionnisme qui est au cœur de la politique étrangère hongroise des années Vingt et Trente.

Juillet 1920-avril 1921 : Gouvernement de Pal Teleki. Cet aristocrate doublé d'un géographe de renom se fait le champion du révisionnisme face aux dispositions du traité de Trianon.

22 septembre 1920 : Promulgation de la loi dite « du *numerus clausus* ». Elle limite à 6 % la part des étudiants juifs dans les universités. Cette part est ensuite augmentée.

26-30 mars 1921 : Tentative de coup d'Etat menée par le roi Charles IV, encouragée par les légitimistes de Budapest. Rencontre avec Horthy. Le régent lui signifie l'impossibilité d'une restauration qui susciterait l'intervention des puissances de l'Entente et des Etats successeurs. S'il existe, en France, dans l'entourage de Briand, quelques projets qui relèvent avant tout des vues de l'esprit en faveur de la mise en place d'une confédération danubienne menée par le roi déchu, une autre option est adoptée par le quai d'Orsay : le soutien à la Petite Entente formée de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et du royaume « yougoslave », puissances qui ont toutes trois intérêt au maintien intégral des dispositions du traité de Trianon.

14 avril 1921 : Nomination d'Istvan Bethlen à la tête du gouvernement.

23 octobre 1921 : Seconde tentative de coup d'Etat de Charles IV, appuyée cette fois par quelques troupes légitimistes, regroupées à Sopron. L'aventure se termine par une escarmouche avec les forces gouvernementales, et par l'exil du roi qui meurt à Madère.

6 novembre 1921 : La déchéance de la dynastie des Habsbourg est proclamée par le Parlement. Une fois de plus, la monarchie subsiste, mais le trône est vacant. Le vicomte Rothermere, magnat de la presse britannique et défenseur de la cause hongroise sur la scène internationale durant les années vingt et trente, aurait été tenté de l'occuper et ses visites en Hongrie donnent à la population l'occasion de cultiver le rêve « néo-romantique » d'une refondation de la monarchie hongroise, à laquelle Horthy et Bethlen sont, dans les faits, fermement opposés.

22 décembre 1921 : Le gouvernement Bethlen conclut un *modus vivendi* avec le parti social-démocrate, le pacte Bethlen-Peyer, qui met fin aux tensions sociales. Tous les partis, à l'exception du parti communiste interdit, ont par ailleurs une existence légale et une représentation au Parlement.

31 janvier 1923 : La Hongrie est admise à la SDN.

2 juillet 1924 : A l'issue de longues négociations menées par Bethlen, et grâce à une réforme monétaire et à une stabilisation économique, la SDN accorde à la Hongrie un prêt de deux cent cinquante millions de couronnes-or.

14 avril 1925 : Naissance du Parti socialiste ouvrier hongrois, dirigé par Istvan Vagi.

18-21 août 1925 : Les communistes hongrois en exil tiennent un congrès à Vienne.

1925 : Début des émissions de la radio de Budapest, à laquelle Bethlen accorde une relative indépendance.

Juillet-août 1926 : Procès anti-communiste à Budapest.

5 avril 1927 : Alliance entre la Hongrie et l'Italie. L'isolement de la Hongrie sur la scène internationale n'a jusqu'alors pas été rompu. France et Grande-Bretagne appuient la Petite Entente constituée de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie. Les « Etats successeurs » montent la garde autour d'une Hongrie qu'ils enserrant. Faute d'appuis, elle se rapproche donc de l'Italie mussolinienne avec laquelle un traité d'alliance est signé. Certains observateurs étrangers opèrent pour l'occasion un parallèle entre les deux régimes, et établissent un amalgame contestable entre la marche sur Rome et l'arrivée de Horthy à Budapest. Rapprochement abusif car il n'y a guère en commun entre le fascisme et l'ultra-conservatisme d'un régent qui

n'harangue jamais les foules. L'idéologie nationale et chrétienne traditionnelle sur laquelle se construit la Hongrie d'après Trianon apparaît en réalité bien différente, si l'on excepte l'irrédentisme, de celle qui prévaut alors à Rome.

1er septembre 1930 : Manifestation ouvrière à Budapest. La Hongrie commence à subir les effets de la grande dépression consécutive à la crise américaine.

13 septembre 1930 : Naissance du Parti indépendant des petits propriétaires, animé par Balint Szijj et par Zoltan Tildy.

Décennie 1930 : La vie culturelle hongroise demeure dynamique. Elle se caractérise par l'émergence d'une génération qui privilégie les questions relatives à la condition paysanne. Parallèlement, la création artistique est l'œuvre de romanciers comme Mihaly Babits ou Zsigismond Moricz, ou encore de musiciens comme Kodaly, et avant tout Béla Bartok, apprécié du public, moins du gouvernement.

14 juin 1931 : Crise financière. En dépit de la stabilisation menée par Bethlen, la Hongrie est enfermée dans la spirale de l'endettement et se trouve dans une situation de quasi-banqueroute à l'heure où, sur fond de crise mondiale, les prix agricoles chutent et où la production industrielle baisse. La Hongrie obtient une aide internationale, mais sa situation financière reste fragile.

21 août 1931 : Démission de Bethlen. Au terme de dix ans de pouvoir, il cristallise sur son nom les oppositions, de droite et de gauche – les sociaux-démocrates multiplient les attaques à son encontre – et ne parvient pas à insuffler une nouvelle dynamique à son action. Jusqu'à la fin du régime Horthy, Bethlen demeure toutefois une éminence grise, opposée, dans les années trente puis dans les années de guerre à un trop grand alignement sur l'Allemagne nazie.

Août 1931-octobre 1932 : Gouvernement Gyula Karolyi. Son passage aux affaires est marqué par un durcissement dans la lutte contre les communistes, anciens séides de Béla Kun en détention ou nouveaux activistes réduits à la clandestinité. Imre Sallai et Sandor Füsrt, deux affidés des soviets sont exécutés.

1er octobre 1932-12 octobre 1936 : Gouvernement Gömbös. Ancien officier de l'armée impériale, membre des groupes armés qui ont pratiqué la terreur blanche après la chute de Bela Kun, il est aussi le champion de l'idéologie nationale-chrétienne en Hongrie. N'attendant rien des vainqueurs de 1918, il prône le rapprochement avec l'Allemagne et l'Italie en vue de récupérer les terres perdues. Sur le plan intérieur, il mise sur les classes moyennes et veut susciter leur adhésion au régime, se distinguant ainsi de Bethlen dont les assises au sein de la société étaient situées plus haut dans la pyramide sociale, au sein de la vieille aristocratie de gouvernement et au sein d'une bourgeoisie d'affaires, pour une bonne part juive, dont la puissance a survécu à la vague d'antisémitisme du début des années vingt. Sans rompre avec un certain conservatisme, son discours et ses méthodes se teintent de populisme et de corporatisme réformiste. Il affiche un désir d'emprunter de nouvelles voies pour sortir de la crise. Ses méthodes s'apparenteraient, d'après certains historiens, à un « magyaro-fascisme », néologisme forgé à l'imitation de l'austro-fascisme, terme utilisé pour désigner le régime corporatiste et chrétien bâti par le chancelier Dollfuss. En fait, plus qu'un fascisme, Gömbös s'efforce de bâtir un nouveau patriotisme.

18 juin 1933 : Visite de Gömbös à Hitler.

4 février 1934 : La Hongrie noue des relations diplomatiques avec l'Union soviétique.

16 mars 1934 : Signature du protocole de Rome sur la coopération entre l'Autriche, l'Italie et la Hongrie. Il est à noter que si Vienne accepte de bonne grâce ces relations triangulaires, elle s'oppose au rapprochement de la Hongrie et de l'Allemagne nazie.

12 octobre 1936 : Mort de Gömbös. Kalman Daranyi prend la tête du gouvernement.

Juin 1937 : L'Assemblée adopte une loi accordant au régent un droit de veto.

23 octobre 1937 : Naissance du parti nationaliste des Croix-Fléchées, nouveau nom du Parti de la Volonté nationale, dirigé par Ferenc Szalasi. Il compte dans ses rangs nombre de membres des classes moyennes victimes du marasme économique. Fort de 150 000 membres, il devient la plus importante formation d'opposition. Les gouvernements successifs la combattent par la répression policière (Szalasi est arrêté à plusieurs reprises) et par la promulgation d'une législation ségrégationniste à l'endroit des Juifs, espérant ainsi mettre un terme aux revendications de ce parti.

12-13 mars 1938 : *Anschluss* en Autriche. Le *Reich* allemand est désormais présent aux frontières de la Hongrie.

8 avril 1938 : Sous la pression allemande, adoption d'une législation antisémite interdisant l'accès des Juifs à l'enseignement supérieur. La Hongrie accentue sa trajectoire, que certains disent sous contrainte, la rapprochant de l'Allemagne nazie. Les dirigeants hongrois mesurent que la contrainte peut également être d'un rapport intéressant, mesurée sous l'angle de gains territoriaux. N'ayant rien à attendre des démocraties, les Hongrois espèrent que les vues hitlériennes sur l'Europe pourront permettre la révision du traité de Trianon. Cette option n'est toutefois pas celle de Kalman Kanya, ministre des Affaires étrangères, assez hostile à Berlin.

8 mai 1938 : Décès de Daranyi. Nomination de Béla Imredy à la tête du gouvernement. Adoption d'une loi antisémite destinée à limiter les activités des Juifs dans les professions libérales et les services publics.

20 août 1938 : Visite de Horthy à Hitler.

2 novembre 1938 : Après la conférence de Munich des 29 et 30 septembre, le territoire de la Tchécoslovaquie connaît un premier démembrement du fait du rattachement de la région des Sudètes à l'Allemagne. A l'issue de l'arbitrage qui a lieu à Vienne, Budapest profite d'une amputation supplémentaire du territoire de la Tchécoslovaquie et récupère une partie de la Haute-Hongrie.

Novembre 1938 : Les conservateurs s'opposent à la politique de rapprochement avec l'Allemagne poursuivie par Béla Imredy. Ils le mettent en minorité à la chambre, événement sans précédent depuis l'installation du régime Horthy. En conséquence, Imredy remanie son gouvernement, en exclut les ministres les plus germanophiles et antisémites, et annonce une transformation du régime. Dans les faits, il garde les mêmes orientations, et durcit le ton face à ses adversaires. De nombreuses publications sont interdites, la censure est introduite, les Juifs sont exclus de la presse. Au Parlement, les formations classiques d'opposition – sociaux-démocrates, chrétiens-sociaux, libéraux – sont affaiblies tandis que les formations fascistes montent en puissance. Les milieux conservateurs craignent une escalade nazie, les concessions du gouvernement encourageant à la surenchère les dirigeants de Berlin.

24 décembre 1938-3 mai 1939 : Débat parlementaire autour d'une nouvelle législation antisémite.

13 janvier 1939 : La Hongrie adhère au pacte anti-Komintern constitué en 1937 contre l'URSS et le communisme international par l'Allemagne, l'Italie et le Japon.

2 février 1939 : Rupture des relations diplomatiques entre l'URSS et la Hongrie.

12 février 1939 : Chute d'Imredy. Elle est due à Bethlen. Opposant à la législation anti-juive, il fait courir le bruit dans la presse qu'Imredy est d'origine juive... Déconsidéré, le Premier ministre cède la place à Pal Teleki, revenu aux affaires après avoir été une première fois chef du

gouvernement en 1920-1921.

15 mars 1939 : Après l'entrée des Allemands à Prague et la disparition de la Tchécoslovaquie née des traités de 1919-1920, la Hongrie récupère la Ruthénie subcarpatique.

11 avril 1939 : La Hongrie quitte la Société des Nations.

20-30 mai 1939 : Progression des Croix-Fléchées lors des élections générales.

Septembre 1939 : Teleki obtient que la Wehrmacht ne traverse pas le territoire hongrois lors de la campagne de Pologne.

23 septembre 1939 : Reprise des relations diplomatiques entre la Hongrie et l'URSS qui s'est rapprochée de l'Allemagne par le pacte germano-soviétique du 23 août et qui a porté le coup de grâce à la Pologne en envahissant son territoire le 17 septembre.

30 août 1940 : Deuxième arbitrage de Vienne, rendu aux dépens de la Roumanie. La Transylvanie septentrionale est rattachée à la Hongrie.

8 octobre 1940 : Naissance du Parti du Renouveau hongrois, dirigé par Béla Imrédy.

20 novembre 1940 : La Hongrie adhère au pacte tripartite (Allemagne, Italie, Japon) en tant que puissance associée. Elle n'est pas tenue d'intervenir dans les conflits en cours, mais doit porter assistance aux parties co-contractantes en cas d'agression par une puissance non-belligérante à la date de l'adhésion au pacte.

12 décembre 1940 : Traité d'amitié éternelle entre la Hongrie et la Yougoslavie du régent Paul. Teleki pense, par cet accord, prévenir une éventuelle entrée en guerre si le conflit venait à s'étendre dans les Balkans.

3 avril 1941 : Suicide de Pal Teleki, à la suite d'une prise de conscience des dangers liés à la politique qu'il a menée. Il réalise que le désir de recouvrer les terres perdues a trop attaché le destin de la Hongrie à celui de l'Allemagne. Alors que son pays s'apprête à attaquer, aux côtés des Allemands, une Yougoslavie où vient de se produire un coup d'Etat qui a renversé le germanophile régent Paul, il se tire une balle dans la tête, ne voulant pas cautionner cette agression perpétrée en dépit du traité d'amitié. Le suicide est apparu comme la solution pour cet universitaire réalisant tardivement qu'il était illusoire et contradictoire de rechercher le soutien de l'Allemagne pour recouvrer le territoire historique de la Hongrie tout en espérant maintenir le pays en dehors de la guerre mondiale.

4 avril 1941 : Laslo Bardossy est nommé Premier ministre.

11 avril 1941 : La Hongrie attaque la Yougoslavie.

26 juin 1941 : Au lendemain du déclenchement, le 22 juin, de l'opération Barbarossa, la Hongrie rompt les relations diplomatiques avec l'URSS puis l'attaque, sous le prétexte mal établi du bombardement de Kassa par des avions russes.

1er novembre 1941 : Manifestation anti-allemande à Budapest devant le tombeau de Kossuth.

7 décembre 1941 : La Grande-Bretagne déclare la guerre à la Hongrie.

13 décembre 1941 : La Hongrie déclare la guerre aux Etats-Unis, six jours après l'attaque japonaise contre Pearl Harbour.

Janvier 1942 : Ribbentrop puis Keitel se rendent en visite officielle en Hongrie, qui apparaît à la remorque de la machine de guerre nazie, à la disposition de laquelle elle met les 200 000 hommes

de sa 2e Armée.

19 février 1942 : Istvan Horthy est élu vice-régent.

9 mars 1942 : Nomination de Benjamin Kallay au poste de premier ministre. Moins favorable aux Allemands que ses prédécesseurs, il envisage, à la fin de 1942, la création d'un bloc danubien neutre dont la Hongrie serait le pivot. Il approche les puissances neutres afin de prendre contact avec les alliés.

12 janvier 1943 : Catastrophe de Voronej. Débâcle de l'armée hongroise sur le front russe.

A partir de ce moment, Horthy et Kallay entament une politique dite « de balançoire », oscillant entre Hitler et les Alliés. Des contacts sont pris avec les Anglais qui, tout en reconnaissant que la situation de la Hongrie est délicate, attendent des signes de rupture manifestes avec l'Axe. Ils ne peuvent de toute façon apporter à la Hongrie aucun soutien militaire, alors que la Wehrmacht a toute latitude pour envahir le pays. Les instances dirigeantes et l'armée sont partagées entre les partisans de la paix et les jusqu'au-boutistes qui préfèrent, sans l'avouer dans un premier temps, l'installation des Allemands à Budapest plutôt que les louvoiements de la politique de Horthy et de son entourage, au premier rang duquel son fils.

Septembre 1943 : Négociations secrètes du gouvernement avec les puissances occidentales.

17 mars 1944 : Horthy est convoqué par Hitler à Klessheim. Le *Führer*, décidé à occuper militairement la Hongrie, en direction de laquelle l'Armée rouge avance, tente d'obtenir l'accord du régent, qui s'apprête à rompre, puis aurait cédé à la pression allemande. Horthy ne donne en tout cas aucun accord écrit confirmant le consentement qui lui aurait été extorqué verbalement.

17-18 mars : Huit divisions allemandes entrent en Hongrie. Arrestation de nombreux opposants.

Mars 1944 : Nomination de Döme Sztojaj à la tête du gouvernement. Ouvertement germanophile, il se lance sur la voie de la collaboration totale, tant économique que politique et durcit les mesures à l'encontre des Juifs, sans que Horthy intervienne. Jusqu'alors, la nombreuse communauté juive hongroise a été épargnée par les déportations, Kallay et Horthy refusant de répondre aux sollicitations allemandes. Elles ont désormais lieu, avec mobilisation pour cela de la gendarmerie hongroise.

Avril 1944 : Envoi au front de la 1ere Armée hongroise.

8 juillet 1944 : Horthy parvient à faire arrêter les déportations des Juifs de Budapest, communauté beaucoup plus puissante et intégrée que celles de province.

Août-octobre 1944 : Le régent tente de reprendre la situation en main. Il renvoie Sztojaj. Le général Géza Lakatos prend la tête d'un gouvernement plus loyal vis-à-vis de Horthy.

23 septembre 1944 : Les premières unités de l'Armée rouge franchissent la frontière hongroise.

Septembre 1944 : Reconstitution du Parti des communistes de Hongrie.

10 octobre 1944 : Parti communiste et parti social-démocrate s'entendent pour définir une unité d'action pour ce temps de fin de guerre, et posent les bases d'un gouvernement conjoint une fois la paix établie.

14-19 octobre 1944 : Importante bataille de blindés aux alentours de Debrecen.

15 octobre 1944 : Horthy annonce à la radio qu'il demande l'armistice et lance un ordre de cessez-le-feu. La réaction allemande est immédiate : un commando enlève le vice-régent et exige de Horthy la nomination de Szalasi comme premier ministre. Le gouvernement des

Croix-Fléchées fait entrer le pays dans la guerre civile. Reprise des déportations de Juifs.

Novembre-décembre 1944 : Tandis que s'est constitué un comité de Libération de l'Insurrection nationale hongroise, et que se tient un meeting du front de l'Indépendance à Szeged, le programme du parti communiste y est publié.

22 décembre 1944 : Dans le sillage des mouvements de libération, élection d'une Assemblée nationale provisoire réunie à Debrecen et désignation d'un gouvernement provisoire dirigé par Béla Dalnoki.

28 décembre : Le gouvernement provisoire déclare la guerre à l'Allemagne.

20 janvier 1945 : Signature, à Moscou, de la convention d'armistice avec les Alliés.

Février 1945 : « Libération » de Budapest, déjà très éprouvée par le siège et les bombardements des mois précédents. Dans un contexte de famine, de ruines, de cadavres d'hommes et de chevaux fumant, tel qu'à pu notamment le décrire Christine Arnothy dans J'ai quinze ans et je ne veux pas mourir, les troupes soviétiques intensifient leur présence. De nombreux contingents mongols sèment la terreur dans la capitale du fait des exactions des viols et des pillages auxquels ils s'adonnent.

15 mars 1945 : Le gouvernement provisoire promulgue un décret portant sur l'abolition du régime des grandes propriétés terriennes et sur l'octroi des terres aux paysans pauvres. Les propriétés d'une surface supérieure à 57.5 hectares sont confisquées et distribuées aux paysans sans terres.

4 avril 1945 : L'Armée rouge achève de prendre le contrôle du territoire hongrois.

La Hongrie sous domination soviétique

1945-1956 : Les débuts de la domination soviétique.

Après la signature de l'armistice, la Hongrie est administrée par une commission de contrôle alliée au sein de laquelle les responsabilités sont quadripartites. En réalité, l'URSS, représentée par le maréchal Vorochilov, joue un rôle prépondérant dans le pays, du fait de sa position de puissance occupante. Elle exerce un fort ascendant sur le gouvernement provisoire, puis sur le cabinet issu de la consultation de novembre 1945, au sein duquel les communistes jouent un rôle sans commune mesure avec leurs médiocres résultats électoraux. Pour autant, et à la différence des autres pays de la zone d'occupation soviétique, la démocratie populaire n'est pas brutalement imposée, mais lentement instillée au sein de l'appareil d'Etat, de 1946 à 1948, suivant un rythme voulu par Moscou, qui dispose de la force armée et d'une police politique comme régulateur des événements. Au cours de ces deux années, l'on assiste à un noyautage des institutions politiques. Pour les communistes, cette technique, dite « du salami », consiste à diviser et à absorber les formations politiques avec lesquelles le Parti s'est allié en ne laissant au pouvoir que des hommes acquis au socialisme soviétique. Ils peuvent compter avec l'organisation de faux complots, avec l'efficacité de la police politique AVO puis AVH. S'ensuivent des arrestations et, dans un autre domaine, le début de collectivisation de l'économie, accentuée au début des années cinquante. A la tête de cette entreprise de mainmise progressive se trouve Mathyas Rakosi, agent docile et zélé des volontés staliniennes. Contesté à la mort du maître du Kremlin, il parvient toutefois à maintenir son influence sur le Parti jusqu'en 1956.

Septembre 1945 : Ratification, en session au Parlement de Budapest, de toutes les mesures prises par le gouvernement provisoire depuis décembre 1944.

15 novembre 1945 : Elections générales. Le parti des petits propriétaires sort grand vainqueur de la consultation, avec 57 % des voix. Le parti social démocrate avec 17.4 % devance d'une poignée

de suffrages les communistes qui en rassemblent 17 %. Un nouveau gouvernement présidé par Zoltan Tildy, chef de la formation gagnante, est constitué. Vorochilov exige et obtient la formation d'une coalition, au sein de laquelle les communistes acquièrent quatre des dix-huit portefeuilles ministériels.

6 décembre 1945 : Adoption à l'unanimité de l'Assemblée nationale, sur une proposition du parti communiste, du projet de nationalisation des usines.

1er février 1946 : Proclamation de la République hongroise. Zoltan Tildy devient chef de l'Etat. Trois jours plus tard, Ferenc Nagy prend la tête du gouvernement.

5 mars 1946 : Constitution du Bloc des gauches, comprenant le parti communiste, le parti social-démocrate, le conseil des syndicats et le Parti paysan national hongrois. Le parti communiste s'assure une mainmise sur ce conglomérat de circonstance. Deux jours plus tard, le bloc démontre sa puissance en organisant une manifestation de 400 000 personnes, rassemblées sur la place des Héros.

12 mars 1946 : Exécution de Szalasi et de plusieurs membres de son gouvernement.

Juin 1946 : Une délégation du gouvernement hongrois se rend à Washington, puis à Londres et à Paris.

1er août 1946 : Lancement du forint, monnaie stabilisée qui remplace l'ancien pengö.

Septembre-octobre 1946 : Congrès du parti communiste.

22 novembre 1946 : Décret portant sur la nationalisation des industries sidérurgiques.

1947 : Signature de la paix de Paris. La Hongrie réintègre les frontières définies par le traité de Trianon.

Février 1947 : Arrestation de Bela Kovacs, secrétaire général du Parti des petits propriétaires, accusé d'espionnage au détriment de l'Union soviétique, où il est déporté. L'affaire est montée en épingle par la propagande communiste qui s'efforce de discréditer le Parti des petits propriétaires avant de pousser à sa dissolution.

28 mai 1947 : Les grandes banques passent sous le contrôle de l'Etat.

30 mai 1947 : Compromis dans un pseudo-complot anti-républicain, Ferenc Nagy démissionne au cours d'un voyage en Suisse. La direction du gouvernement est assurée par Lajos Dinynyes.

1er juillet 1947 : Adoption par le Parlement du plan triennal.

29 novembre 1947 : Nationalisation du secteur bancaire.

8 décembre 1947 : Signature d'un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle avec la Yougoslavie. Un traité analogue est signé avec la Roumanie au mois de janvier, avec l'URSS en février. Le rattachement de la Hongrie au bloc de l'Est se poursuit dans les mois suivants par la signature de traités similaires avec la Pologne en juin, puis avec la Bulgarie en juillet et, enfin, avec la Tchécoslovaquie en avril 1949.

6 février 1948 : Nationalisation des activités minières et des industries du secteur métallurgique.

25 mars 1948 : Nationalisation des entreprises industrielles comptant plus de cent ouvriers.

12 juin 1948 : L'entreprise de noyautage par le parti communiste aboutit à la fusion de ce dernier avec le parti social-démocrate au sein d'une instance unique appelée Parti des Travailleurs

hongrois. Il tient son premier congrès deux jours plus tard. La démocratie populaire, qui n'a pas jusqu'alors révélé son nom, s'installe dans ses meubles, qui sont également ceux de la dictature du prolétariat.

16 juin 1948 : Nationalisation des écoles ecclésiastiques.

1948-1953 : Guerre sociale livrée à la noblesse en tant que classe. Ses membres sont spoliés de leurs biens, déplacés, réduits aux emplois les plus subalternes, déclassés.

18 décembre 1948 : Adoption du décret portant sur la création de coopératives agricoles de production.

Février 1949 : Procès du cardinal primat Mindszenty, condamné à la prison à perpétuité en raison de menées hostiles à la démocratie populaire. Dans le sillage de ce procès, 225 prêtres sont arrêtés et condamnés.

15 mai 1949 : Le front populaire rassemblant le parti communiste et le parti social-démocrate phagocyté obtient 96,4 % des voix aux élections générales.

19 juin 1949 : Laslo Rajk, ministre de l'Intérieur est arrêté. Lui et d'autres communistes sont poursuivis en justice puis exécutés, sur ordre de Matyas Rakosi, premier secrétaire inféodé à Moscou. L'un des tortionnaires de Rajk est son ami Janos Kadar. L'opinion hongroise assiste en spectatrice à ce procès et à d'autres, de plus ou moins grand retentissement. Entre 1948 et 1953, la machine judiciaire de la démocratie populaire hongroise produit 695 000 peines, allant de l'amende à la peine capitale.

Décembre 1949 : Le plan quinquennal est promulgué.

28 décembre 1949 : Décret du Conseil présidentiel, ayant force de loi, portant sur la nationalisation des entreprises employant plus de dix ouvriers, et des entreprises appartenant à des capitalistes étrangers.

30 août 1950 : Accord entre le gouvernement et le corps épiscopal. Les évêques prêtent serment sur la constitution l'année suivante. Grâce à ce compromis de type concordataire, l'Eglise parvient à conserver la direction d'une quinzaine de lycées. Dans l'ombre, elle encourage la résistance passive au régime.

27-28 juin 1953 : Session de la direction centrale du Parti des Travailleurs hongrois. Sous l'influence de Moscou qui souhaite imprimer un nouveau cours à la trajectoire politique de ses satellites, les méthodes de Rakosi sont mises en accusation. Une nouvelle ligne est adoptée et la direction du gouvernement est assurée par Imre Nagy qui tente d'emprunter la voie d'un « socialisme à visage humain », tout en appliquant les ordres du Kremlin qui consistent en la mise en place d'une politique industrielle davantage tournée vers les biens de consommation. S'y ajoute la mise en place d'une ligne moins dure à l'égard du monde paysan. Pour autant, Rakosi et ses partisans, qui n'ont pas été exclus du Parti, ne désarment pas.

4 juillet 1953 : Nagy présente son programme de gouvernement et son ministère, qui ne compte plus de staliniens adeptes de la ligne dure du Parti. Son discours, diffusé à la radio, fait forte impression sur les Hongrois, d'autant plus que les libérations de camp annoncées sont effectives, et que les autorisations de dissolution de kolkhozes promises sont accordées.

14 avril 1955 : Session de la direction centrale du Parti des Travailleurs hongrois. Imre Nagy est exclu du comité politique, de la direction centrale du Parti et relevé de toutes ses fonctions. Le souvenir de son expérience est au cœur de la contestation qui se développe au sein d'une association d'étudiants, le cercle Pétöfi, et dans l'Union des écrivains. Retour de Rakosi aux affaires, avec les mêmes méthodes qu'en 1948-1953.

Mai 1955 : Conclusion du pacte de Varsovie, qui se veut une réponse au réarmement de l'Allemagne de l'Ouest au sein de l'OTAN.

14 décembre 1955 : La Hongrie est admise à l'ONU.

Juillet 1956 : Session de la direction centrale du Parti des travailleurs hongrois. Rakosi est révoqué de son poste de premier secrétaire du Parti. Cette décision intervient dans le sillage du XXe congrès du PCUS après l'intervention de Mikoïan, venu à Budapest pour infléchir la ligne du Parti. Nagy se voit restituer sa carte, mais Ernő Gerő, nouveau maître du pouvoir, ne s'engage pas clairement sur la voie du réformisme en dépit de gestes symboliques, comme l'élargissement relatif de Mgr Mindszenty, placé en résidence surveillée.

6 octobre 1956 : Funérailles officielles de Laszlo Rajk. Elles suscitent un vaste élan populaire, même si l'homme ne l'était pas. Ces funérailles deviennent le symbole de la dénonciation des crimes de l'époque stalinienne. Le jour retenu est également un symbole, puisque Lajos Batthyani a été exécuté le 6 octobre 1849. Les références à 1848-1849 sont multipliées durant ce mois d'octobre 1956.

23 octobre - début novembre 1956 : A l'imitation de la Pologne qui affiche sa volonté de réforme, et à l'appel des intellectuels du cercle Petöfi, la population de Budapest se soulève et réclame le départ des troupes soviétiques ainsi que des élections libres. La grève générale s'étend à tout le pays. Le Premier secrétaire Ernő Gerő, cède la place au réformateur en demi-disgrâce Imre Nagy, qui réintègre l'appareil d'Etat puis prend la tête du gouvernement. D'abord réticent vis-à-vis de l'insurrection – son premier discours est une déception pour la foule en révolte – il finit, après quelques jours d'atermoiements, par rallier le mouvement qu'il ne qualifie plus, contrairement à ce qu'il a fait lors de sa première intervention, de contre-révolution. Il annonce la démocratisation du régime, le retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie, et la liberté pour le cardinal Mindszenty. En rupture de ban avec le monde communiste, Nagy est isolé sur la scène internationale : les Etats-Unis ont fait savoir à l'URSS qu'ils ne prendront pas position et souhaitent le maintien du *statu quo*. Sans les Américains, Londres et Paris ne peuvent pas grand-chose et, d'ailleurs, les préoccupations de l'heure pour la France et pour la Grande-Bretagne sont tournées vers le canal de Suez. Les Chinois, tout d'abord favorables à Nagy, tournent casaque dès qu'il instaure le pluripartisme, et Tito leur emboîte le pas : une voix discordante au sein de la famille communiste pouvait être intéressante, mais la démocratisation de la vie politique est un danger pour Pékin, pour Belgrade et pour leurs régimes respectifs. Tito sera, par ailleurs, dans cette affaire, un allié efficace et empressé des Soviétiques.

23 octobre 1956 : Manifestation de 300 000 personnes dans les rues de Budapest. Les membres du cercle Petöfi invoquent leur figure tutélaire et présentent un programme qui se résume en :

- indépendance nationale ;
- retrait des forces russes ;
- tenue d'élections libres ;
- Imre Nagy aux affaires.

En fin de journée, Ernő Gerő prononce un discours qui est perçu comme une provocation. Les premiers affrontements entre la foule et les forces de l'ordre commencent dans la nuit et la statue de Staline est déboulonnée. Les dirigeants hongrois aux abois font appel aux forces soviétiques. Les blindés investissent Budapest où s'engagent des combats de rue. Venus sans infanterie, les chars soviétiques sont attaqués au cocktail Molotov

24 octobre 1956 : Imre Nagy est de nouveau Premier ministre, à la tête d'un cabinet à peine remanié.

25 octobre 1956 : Janos Kadar remplace Ernő Gerő à la tête du Parti.

28 octobre 1956 : Imre Nagy quitte le siège du Parti et s'installe au Parlement. Il doit composer avec les conseils ouvriers et comités nationaux qui se sont formés spontanément par tout le pays, multiplient les occupations d'usines et mettent en place une autogestion de l'outil de production. Au sein de ces comités et conseils, peu coordonnés entre eux, émergent des voix nettement anti-communistes. Nagy, enfin en phase avec le soulèvement, annonce le cessez-le-feu et la dissolution de la police politique. Il parle également de négociations en vue du retrait des troupes soviétiques. Mettant fin à l'hégémonie du Parti, il forme, en outre, un cabinet pluraliste intégrant Zoltan Tildy et Béla Kovacs, figures historiques du Parti des petits propriétaires.

30 octobre 1956 : Moscou multiplie les contacts afin de mettre un terme au soulèvement hongrois.

1er novembre 1956 : A la radio, Janos Kadar fait l'éloge de la liberté recouvrée par le peuple hongrois, puis disparaît. Il se rend, en grand secret, à l'ambassade d'URSS. L'ambassadeur est alors Youri Andropov. De son côté, Nagy annonce que la Hongrie devient neutre et quitte le pacte de Varsovie.

3 novembre 1956 : Les Russes se veulent rassurants et invitent le gouvernement hongrois à négocier les modalités du retrait des forces soviétiques. Au soir de cette journée, la délégation hongroise convoquée au quartier général soviétique dans les environs de Budapest est arrêtée par le K.G.B.

4 novembre 1956 : Mille chars soviétiques investissent Budapest et écrasent la révolte dans le sang. Après une dernière intervention à la radio, au cours de laquelle il fait l'éloge de l'indépendance et de la liberté, Imre Nagy se réfugie à l'ambassade de Yougoslavie. L'émetteur de Radio-Budapest est enlevé par les Soviétiques en fin de matinée, après qu'un ultime appel a été lancé à l'Occident : « Vous savez ce qui arrive. Aidez la nation hongroise, ses travailleurs, ses paysans, ses intellectuels. A l'aide ! » L'Occident demeure passif, et les seules réactions officielles seront des protestations purement verbales.

En Hongrie, János Kádár, ministre « retourné » de Nagy, prend le pouvoir après avoir constitué un gouvernement ouvrier-paysan qui se veut le continuateur du mouvement révolutionnaire, mais l'adversaire des dérives « imrenagystes ». De fait, une terrible répression écrase le mouvement antitotalitaire. Les dirigeants hongrois s'efforceront de gommer ces « événements » de la mémoire nationale, ou de les présenter comme un mouvement contre-révolutionnaire animé par des nostalgiques du régime Horthy. Les faits seront réintégrés dans l'histoire du pays à l'occasion des réformes amorcées en 1988.

7 novembre 1956 : En marge de l'atonie officielle face aux événements de Budapest, des militants anti-communistes parisiens attaquent le siège du parti communiste, carrefour de Châteaudun.

L'intervention armée de novembre 1956 fait 2000 morts et 20 000 blessés dans la seule Budapest. Les combats sont tout aussi sanglants en province. Ils sont suivis de nombreuses arrestations réalisées par la police politique. Environ 300 condamnations à mort sont prononcées.

En dépit de sauf-conduits accordés par Kadar, Nagy est arrêté et envoyé en résidence surveillée, séjour camouflé en vacances à des fins de propagande. Deux ans plus tard, il est exécuté avec d'autres chefs de file du soulèvement. Leurs corps sont jetés dans la fosse commune d'un cimetière de la périphérie de Budapest. Fuyant la répression qui fait plus de 3000 morts civils et laisse des stigmates longtemps visibles sur les murs de la capitale, 200 000 Hongrois choisissent l'exil, en passant par l'Autriche. Le cardinal Mindszenty se réfugie à l'ambassade américaine.

Une dizaine d'années après, certains cinéastes hongrois, par allusions, dans des œuvres centrées sur l'insurrection de 1849, rendent hommage, en termes voilés, aux combattants de 1956, mais cette révolution est longtemps inconnue des générations qui ne l'ont pas vécue... Les mouvements anti-communistes européens, notamment à Paris, organisent des rassemblements à l'occasion du dixième anniversaire du soulèvement.

1958 : Ferenc Münnich devient Premier ministre.

20 juin 1958 : Adoption du plan triennal.

1960 : Janos Kadar conduit la délégation hongroise qui se rend à la session de l'assemblée générale de l'ONU.

12 septembre 1961 : Janos Kadar devient Premier ministre. Après une phase dure, et une nouvelle collectivisation de l'agriculture, appelée « transformation socialiste », il s'efforce, à partir de 1963, de se concilier l'opinion par une politique clémente faite d'amnistie pour les opposants et condamnés de 1956 et de réformes économiques et agraires (surtout après 1968), donnant l'illusion d'une « exception hongroise » (« communisme du goulasch », « baraque la plus joyeuse du camp », sous le signe de la prospérité et de l'ouverture. Ses réformes s'essouffent dans les années soixante-dix, et l'endettement extérieur s'accroît. Un temps pourtant, le système peut faire illusion, à tel point que certains parlent de « modèle hongrois », tandis que le « kadarisme » est élevé au rang de système. L'économie en partie étatisée, offre davantage de biens de consommation que dans les autres pays satellites, et le niveau de vie des Hongrois est de l'ordre de 80 % de celui de l'Ouest. Aux yeux du pouvoir, cette satisfaction matérielle est le meilleur rempart face aux velléités de contestation. Toutefois, à la fin des années quatre-vingt, la crise économique est de plus en plus flagrante, marquée par l'effondrement du pouvoir d'achat et l'inflation galopante, ainsi qu'un endettement vertigineux. Le mécontentement grandit dans le pays. Les dirigeants eux-mêmes, encouragés par la *perestroïka* russe, prennent conscience de la nécessité d'un changement radical. Kadar est destitué par le Parti communiste hongrois en 1988 et d'autres partis sont autorisés. Le processus de réforme s'accélère en 1989 : le rideau de fer est rompu, puis l'essence même du régime change.

1960 : Transformation socialiste de l'agriculture. Nouvelle phase de collectivisation de l'agriculture. S'ensuivent des réformes permettant aux coopératives de parvenir à une assez large autonomie de gestion, et au système d'être productif.

1963 : Amnistie accordée aux prisonniers politiques.

1968 : Libéralisation du marché et des prix. La réforme permet l'essor d'un secteur semi-privé et artisanal qui assure environ 30 % du produit national.

1971 : Le cardinal Mindszenty est amnistié et part en exil.

1972-1974 : Cédant à la pression de Moscou, Kadar est obligé de se séparer de membres de son équipe réformatrice afin de conserver le pouvoir.

1973 : La Hongrie devient membre du GATT.

1982 : La Hongrie est admise au sein du F.M.I.

1988-1989 : Depuis le début des années quatre-vingt, détérioration, de plus en plus accusée de l'économie hongroise. A l'augmentation vertigineuse de la dette publique, qui atteint plusieurs milliards de dollars, et dont le service atteint des records, s'ajoute la baisse du pouvoir d'achat qui fait naître une crise de confiance à l'endroit d'un régime dont la popularité toute relative reposait sur l'élévation du niveau de vie qu'il a su procurer. De surcroît, Kadar, qui n'a que mépris pour Gorbatchev, ne saisit pas les nouvelles orientations souhaitées par Moscou. Au sein même de l'appareil d'Etat hongrois, les critiques se développent à l'égard du vieux chef dont le pragmatisme et l'empirisme ne parviennent pas à tirer le pays de la crise économique pas plus qu'il ne sait l'adapter aux aspirations réformistes qui se font jour, et dans le Parti, et au cœur de la société où la voix de l'opposition gagne en influence. Après les illusions attachées à des perspectives de renouvellement dans le cadre du communisme, la Hongrie connaît la révolution la plus paisible de son histoire. Au début de l'année 1988, nombre d'entreprises d'Etat lourdement déficitaires sont fermées. Seuls 3000 des 20 000 salariés licenciés sont indemnisés.

22 mai 1988 : Eviction de Janos Kadar du bureau politique du Parti, supplanté par Karoly Grosz, *apparatchik* qui affiche une volonté de reprise en main des institutions.

Vers l'Europe

Fin 1988 : Miklos Németh devient Premier ministre.

1988-1989 : Polémique entre Grosz et son rival Pozsqay autour des « événements » de 1956. Elle suscite la multiplication des débats contradictoires au sein du Parti. Parallèlement, développement des discours discordants des intellectuels opposants et des voix de la dissidence, mêlant ministres en disgrâce et écrivains. Le développement de la critique de l'ordre établi pèse sur la décision des instances dirigeantes de réformer les institutions et d'assouplir le régime.

2 mai 1989 : Le gouvernement décide d'ouvrir le rideau de fer entre Autriche et Hongrie.

Mai 1989 : Tournée de Tamas Beck, ministre de l'Economie, en Occident. Il déclare : « Nous avons besoin de cinq milliards de dollars d'investissements étrangers. » La dette extérieure atteint alors 17, 2 milliards de dollars. Il lance des appels d'offre pour cinquante-deux entreprises à vendre et pour le remplacement de 1200 kilomètres de voies ferrées vétustes.

13 juin 1989 : Ouverture des négociations entre le Parti et l'opposition.

16 juin 1989 : Funérailles nationales d'Imre Nagy, organisées par le « comité pour la Justice historique ».

6 juillet 1989 : Réhabilitation juridique d'Imre Nagy. Le jour même, mort de Janos Kadar.

Septembre 1989 : Passage de 70 000 Allemands de l'Est vers l'Ouest par la frontière hongroise.

7 octobre 1989 : Le Parti socialiste ouvrier hongrois change de nom, devient Parti socialiste hongrois, et abandonne toute référence au communisme. Il est dirigé par Tezsö Nyers, ancien membre du parti social-démocrate d'avant 1948.

11 octobre 1989 : Imre Pozsqay déclare au Figaro : « Le bilan du communisme est négatif. C'était une impasse. Il a créé la propriété bureaucratique et tué l'initiative individuelle. La passivité est devenue le comportement dominant. » Par-delà cette analyse, il tente de mener à bien sa reconversion politique d'ex-communiste et se met sur les rangs pour présider la nouvelle République hongroise en gestation.

19 octobre 1989 : Instauration officielle du multipartisme politique.

23 octobre 1989 : Proclamation de la République de Hongrie (plus socialiste ni populaire), quelques jours avant la chute du mur de Berlin. Ce 23 octobre est également le jour anniversaire du soulèvement de 1956. Des manifestants brandissent des portraits d'Imre Nagy tandis que d'autres font flotter le drapeau du pays sur lequel la couronne de saint Etienne a remplacé les insignes communistes.

Jusqu'au printemps, le gouvernement Nemeth expédie les affaires courantes en attendant la tenue des premières élections libres organisées depuis 45 ans.

25 mars-8 avril 1990 : Premières élections libres, victoire de *Demokrata Fórum* (Forum démocratique), et mise en place d'un gouvernement de centre-droit, sous la direction de József Antall auquel se sont ralliés les démocrates-chrétiens, et le Parti des petits propriétaires. Arpad

Göncz devient président de la République.

Mai 1991 : Départ des dernières troupes soviétiques stationnées sur le sol hongrois.

Septembre 1993 : Inhumation de l'amiral Horthy, mort en exil au Portugal en 1957, dans sa ville natale de Kenderes. L'événement suscite une polémique entre le gouvernement et l'opposition qui dénonce les affinités traditionalistes de la coalition au pouvoir.

1994 : Le parti socialiste (ex-communiste) remporte les élections législatives. Formation du gouvernement de Gyula Horn allié à la Ligue des démocrates libres (centre-gauche).

1996 : Célébrations du onzième centenaire de la conquête du pays.

1998 : Victoire d'un parti de droite, le Fidesz (Fédération des jeunes démocrates, menée par Viktor Orbán) aux élections. Le vainqueur forme un gouvernement de coalition nationale-libérale au sein duquel prend place le Parti des petits propriétaires. Début d'une alternance devenue presque systématique.

1999 : La Hongrie entre dans l'OTAN.

2002 : Victoire électorale du parti socialiste, Péter Medgyessy devient Premier ministre.

1er mai 2004 : La Hongrie entre dans l'Union européenne.

Mai 2006 : La coalition de centre-gauche, socialo-libérale menée Ferenc Gyurcsany a été reconduite au pouvoir sur un programme promettant des baisses d'impôts.

Septembre 2006 : Scandale politique. Une déclaration de Gyurcsany, enregistrée à son insu, est diffusée par tous les médias. Le Premier ministre, ancien espoir du parti communiste, converti au capitalisme dont il tire un colossal enrichissement personnel, a su faire main basse sur le parti socialiste. Connu pour son franc-parler, il dénonce, dans ce document qui n'avait pas vocation à être divulgué, les mensonges dans lesquels sa formation s'est enfoncée, alors que la mise en place d'un programme d'austérité est nécessaire. Il reconnaît publiquement avoir tenu de tels propos, ce qui suscite des manifestations de grande ampleur, à la tête desquelles se trouve une nouvelle formation de droite nationale, le Parti des soixante-quatre comtés dont le nom fait référence à la Hongrie d'avant Trianon. Par ces démonstrations, le peuple hongrois fait montre de sa grande conscience politique, et prouve aussi que son aptitude au soulèvement est demeuré intacte à travers l'histoire. Gyurcsany demande que l'ordre soit rétabli à tout prix, tandis que s'enchaînent deux nuits d'émeutes, démontrant la capacité du peuple hongrois à se soulever. La répression fait des centaines de blessés. L'ordre règne de nouveau à Budapest, mais l'hypothèque économique (6 % d'inflation, une dette atteignant 60 % du PIB et un déficit de l'ordre de 10 % de ce même produit intérieur) pèse lourdement sur l'étape suivante du processus d'intégration européenne, le passage à l'Euro, prévu en 2010.

La Hongrie peut s'enorgueillir de onze siècles d'Histoire au cœur de la *Mittel Europa* danubienne. En dépit d'une crainte qui a perduré au fil des siècles, elle n'a pas disparu. Placée sur la route de nombreux envahisseurs venus d'Orient, ce dernier rempart de la chrétienté, ce poste avancé de l'Occident, n'a pu faire face avec succès à tous les assauts qu'il a subis, mais le peuple hongrois a su se battre pour défendre ses libertés, son identité et son indépendance. Il en retire aujourd'hui une légitime fierté et une forte conscience nationale, fondée sur la longue mémoire des gloires et des épreuves qui furent les siennes. Les invasions qu'il a connues et les occupations qu'il a endurées ont compromis le développement de ce pays qui fut une des grandes puissances de l'Europe médiévale. La Hongrie a cependant su faire preuve – quand les circonstances extérieures se sont révélées favorables et quand les conditions de la stabilité politique ont pu être réunies – d'un remarquable dynamisme économique et d'une grande capacité d'adaptation à la modernité, autant d'éléments qui contribuent à sa réussite actuelle, sans doute facilitée par les particularités

d'un « modèle hongrois » dans lequel la collectivisation n'avait pas eu entièrement raison de l'initiative privée.

Maîtresse d'un vaste espace, La Hongrie s'est trouvée cruellement démembrée à l'issue de la grande catastrophe que fut la guerre de 1914-1918, mais a su s'adapter aujourd'hui à son nouveau cadre territorial. Première à ouvrir ses frontières à l'heure où s'est lézardé le glacis des démocraties populaires, elle fut alors le point de l'ouverture vers l'Occident, se retrouvant ainsi aux avant-postes de la liberté recouvrée par une moitié de l'Europe. C'est tout naturellement que, comme naguère, elle s'est tournée vers l'Ouest, et notamment vers l'Autriche à laquelle son destin fut si longtemps intimement lié, avant de s'intégrer à l'Union européenne.

Cette intégration ne va pas, cependant, sans problèmes. Au cours des dernières années le gouvernement de Viktor Orban a tenu à affirmer la souveraineté du pays face à Bruxelles et à se distancier vis-à-vis du « politiquement correct » européen. C'est particulièrement vrai en 2015 avec la « crise des migrants ». Il refuse la répartition de ceux-ci souhaitée par l'Allemagne et ferme sa frontière sud, appliquant ainsi de fait les accords de Schengen prévoyant l'établissement d'une frontière sûre à la périphérie de l'Union Européenne.

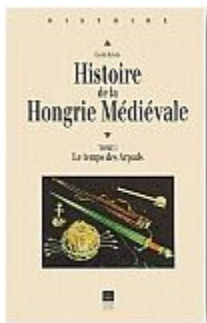
Bibliographie



Histoire de la Hongrie

Miklos Molnar

Perrin, Paris, 2004



Histoire de la Hongrie médiévale

Gyula Kristo

Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2001



Histoire de la Hongrie, des origines à nos jours

Ervin Pamlény

, Budapest, 1974



L'Autriche-Hongrie de 1815 à 1918

Jean Béranger

Armand Colin, Paris, 1998



L'Autriche-Hongrie, idée d'avenir - Permanences géopolitiques de l'Europe centrale et balkanique

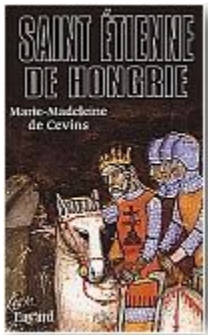
Pierre Béhar

Desjonquères, Paris, 1991



Requiem pour un empire défunt : histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie
François Fejtő

Seuil, Paris, 1993



Saint Etienne de Hongrie
Marie-Madeleine de Cevins

Fayard, Paris, 2004